

China Analysis

Les Nouvelles de Chine

n°46 - Décembre 2013

Avant-propos

DOSSIER : RÈGLES FORMELLES ET POUVOIR INFORMEL

1. Xi Jinping et les « princes » de tous bords (Jérôme Doyon) 5
2. Offensive contre les constitutionnalistes chinois ? (Hugo Winckler) 8
3. La police interne du Parti : dans l'ombre du *shuanggui* (Marc Julienne) 13
4. Un abus de pouvoir présidentiel à Taïwan ? (Tanguy Lepesant) 17

REPÈRES

5. La zone de libre-échange de Shanghai : un aiguillon pour toute la Chine (Chan Yang) 22
6. La Chine pourrait se joindre au TPP (Abigaël Vasselier) 28
7. Quel avenir pour le *Made in China* ? (Agatha Kratz et Lin Sun) 33
8. La réforme de la finance rurale (Marie-Hélène Schwoob) 38
9. Appels pour une refonte des relations entre les différents échelons de gouvernement (Agatha Kratz et Lin Sun) 42

DÉCALAGE

10. Discussion autour des instituts Confucius (Jean-François Di Meglio) 47



AVANT- PROPOS

Le pouvoir absolu détruit la légalité, mais même un pouvoir plus limité la met parfois au défi. Ce numéro de *China Analysis* traite de l'opposition entre la loi d'une part et le Parti ou la loi coutumière d'autre part. Cette question ne se limite pas à la Chine continentale : un article de Tanguy Lepesant expose le débat intense à Taiwan sur la manœuvre politique du président Ma Ying-jeou, qui a usé (ou abusé) de ses pouvoirs pour mettre sous écoute un rival clé, et le faire condamner pour corruption. Pendant ce temps, au Japon, le gouvernement Abe rencontre une forte opposition à sa nouvelle loi de protection des secrets nationaux, que beaucoup considèrent comme une atteinte aux libertés civiles. Et pire encore, dans le régime nord-coréen, en décembre 2013, le n°2 du pays, dont on pensait jusque là qu'il était la principale figure de pouvoir derrière Kim Jong-un, a été arrêté « à la Saddam Hussein » pendant une session filmée du Parti des Travailleurs au pouvoir, puis exécuté. Mais la Chine, et son principal leader Xi Jinping, sont uniques en ce qu'ils

sont capables de développer un système légal dynamique, tout en gardant la capacité de recourir à des méthodes arbitraires quand cela leur semble nécessaire : les règles bornent l'autorité, mais le Parti enserme la loi. Xi peut être décrit comme se plaçant des deux côtés de la barrière, comme le montrent la Résolution et les « 60 décisions » du récent III^{ème} Plénum du Parti. Xi est en faveur à la fois d'une suprématie absolue du Parti, et d'une attention accrue à la procédure, qu'elle soit administrative, réglementaire ou légale.

Marc Julienne détaille les origines et le fonctionnement du *shuanggui*, le système extrajudiciaire dont se sert le Parti pour mener l'enquête sur les fautes de ses propres membres, et qui implique parfois des arrestations et des interrogatoires de longue durée.

Comment cet équilibre peut-il être maintenu ? L'une de nos sources, présentée par Hugo Winckler, explique que les intentions et les actions du Xi sont souvent peu claires. Est-il une cible des radicaux

anticonstitutionnels ? Ou bien a-t-il donné à ces radicaux un feu vert pour lancer la polémique et couper les ailes de courants plus légalistes et libéraux ?

Une autre source, analysée par Jérôme Doyon, montre que Xi parraine très directement les « princes » chinois, enfants d'anciens révolutionnaires ou leaders, comme si leur pedigree valait une carte du Parti. Ses relations parmi les « princes » vont jusqu'aux maoïstes endurcis, et d'ailleurs, l'opposition de la Nouvelle Gauche à Xi et ses politiques a disparu ces derniers mois. Xi concilie aussi les « princes rouges » libéraux, et notamment un homme d'affaires pro démocratie qui entretient des liens forts avec sa famille.

On peut même ajouter qu'aujourd'hui, en plus des biographies du père de Xi, les librairies de Pékin proposent des autobiographies de Hu Dawei, le fils de l'ancien leader Hu Yaobang. Or il y a moins d'un an et demi, Hu Dawei était le plus fervent défenseur de la libéralisation politique dans l'establishment chinois. Est-ce que cela veut dire que Xi Jinping est un réformateur caché ? Se pourrait-il même qu'il « agite le drapeau rouge pour combattre le drapeau rouge », comme dans les slogans de la Révolution culturelle, ou qu'il courtise la gauche pour pouvoir mettre en place un agenda réformiste ? Peut-être un autre facteur doit-il être pris en compte : Xi ne voit pas de contradiction entre un parti autoritaire au sommet et un développement par le marché. De même que le Grand Bond en Avant « marchait sur deux jambes », il pense que son leadership et le système fondé sur le Parti survivront à ce grand écart.

L'actualité est donc chargée, suite à la tenue, du 9 au 12 novembre, du III^{ème} Plénum du XVIII^{ème} Congrès du Parti Communiste. Après un dossier largement politique, notre section Repères est très largement économique.

Tout d'abord, Chan Yang rassemble les réactions chinoises à la création de la zone de libre-échange de Shanghai. Cette dernière est ambitieuse, peut-être même trop, à en croire Liu Shenjun. Mais les réformes qu'elle engage sont nécessaires, et positivement accueillies. Certains auteurs se demandent néanmoins si le choix de Shanghai remet en question le statut économique jusque là dominant du Guangdong.

Les économistes chinois sont unanimes en cette fin d'année : il faut, une fois de plus, « forcer la réforme par l'ouverture » (以开放倒逼改革, *yi kaifang daobi gaige*). Alors que la précédente vague d'ouverture avait été marquée par la négociation puis l'adhésion à l'OMC, la nouvelle vague de réformes pourrait trouver son moteur dans l'implication du pays dans le processus de négociation du TPP. Tous les auteurs cités par Abigaël Vasselier se prononcent pour un engagement accru de la Chine dans ce nouveau traité de libre-échange.

La reprise manufacturière américaine a-t-elle de quoi inquiéter la Chine ? De nombreuses entreprises internationales se relocalisent aux Etats-Unis, et les investissements, chinois notamment, dans le secteur manufacturier s'y multiplient, comme le rapportent les envoyés spéciaux de *Caijing*. Face à cette concurrence renouvelée, et à un environnement international en mutation rapide, comment la Chine peut-elle préserver son tissu industriel ? Quelle direction le *made in China* doit-il prendre pour assurer sa survie ?

Le III^{ème} Plénum a marqué le lancement d'un plan de réformes pour « un marché unifié de la terre constructible », qui pourrait s'avérer être un renfort de poids dans le processus de modernisation de la finance rurale. En effet, comme l'expliquent les experts cités par Marie-Hélène Schwoob, sans droit

de propriété, les garanties offertes par les paysans sont trop faibles pour leur permettre un accès au crédit. Or, sans accès au crédit, le secteur agricole ne peut poursuivre son développement, et les inégalités territoriales sont vouées à se perpétuer.

A l'occasion du III^{ème} Plénum, les autorités chinoises ont également annoncé une réforme de l'administration territoriale et des relations entre différents niveaux de gouvernement. Selon Huang Tao et Zhao Shukai, cette réforme est essentielle. Sans elle, les relations entre les différents niveaux de gouvernement continueront de se dégrader, tout comme les relations, déjà tendues, entre les gouvernements locaux et leurs administrés.

Enfin, en guise de Décalage, Jean-François Di Meglio recueille les opinions de trois commentateurs sur l'expérience des Instituts Confucius. Après de nombreuses années de développement et un accent fort mis sur l'expansion du réseau, Deng Yuwen appelle à une pause et une réflexion sur le rôle à donner à ces centres, au sein de la diplomatie culturelle et du *soft power* chinois.

FRANÇOIS GODEMENT ET AGATHA KRATZ

Le III^{ème} Plénum du XVIII^{ème} Congrès a confirmé l'omniprésence de Xi Jinping dans le paysage politique et économique chinois. Alors qu'il y a un an, nombre d'observateurs décrivaient à la tête de l'Etat chinois un tandem presque équilibré, entre un Li Keqiang réformateur, aux responsabilités largement économiques, et un Xi Jinping plus politique et idéologique, aujourd'hui, il semble que le Président chinois ait pris les rênes non seulement de la refonte juridique et administrative, mais aussi de la nouvelle vague de « réforme et ouverture ».

Comment cette montée en puissance s'est-elle opérée ? Comment Xi Jinping est-il passé du statut de dirigeant consensuel à celui de *leader* affirmé ? Comment le Président a-t-il établi sa légitimité et son influence au sein d'un PCC pourtant fortement divisé à l'ouverture du XVIII^{ème} Congrès ?

DOSSIER : RÈGLES FORMELLES ET POUVOIR INFORMEL

Pour répondre à ces questions, notre dossier revient sur la figure de Xi Jinping, ainsi que sur son environnement politique direct. Le Président chinois doit jongler dans sa pratique du pouvoir avec un nombre important de facteurs externes, et de contraintes internes. Tout d'abord, celui-ci doit s'assurer du soutien des « princes », qui restent une faction extrêmement puissante au sein du Parti. Bien qu'hétérogènes, les « princes » conservent une capacité d'influence non négligeable sur les décisions politiques. Le Président doit également concilier les recommandations et points de vue parfois très divergents des milieux académiques proches du pouvoir. Il a montré son habileté politique cette année en s'impliquant aussi peu que possible dans un débat pourtant animé, autour de la notion de « gouvernement constitutionnel », et en lançant une réforme légale sans pour autant

prendre parti pour un camp ou l'autre. Enfin, il a su maintenir l'élan de la lutte anti-corruption lancée il y a un an. S'appuyant sur le *shuanggui*, cette campagne a permis l'arrestation de plusieurs « tigres », cadres du Parti de haut rang, pourtant proches du pouvoir.

Ces luttes intestines au plus hauts niveaux de gouvernement se retrouvent d'ailleurs à Taiwan, où une affaire d'Etat est venue perturber la vie politique de la jeune démocratie. La polémique a envahi les médias et mobilisé l'opinion publique. Certains commentateurs espèrent que les élites politiques sauront tirer les leçons de cette crise, aussi bien à Taiwan que de l'autre côté du détroit.

AGATHA KRATZ



1. Xi Jinping et les « princes » de tous bords

JÉRÔME DOYON

SOURCES :

- Na Xiongnu¹, « La faction des princes influence Xi Jinping, I », *Dongxiang - The Trend Magazine*, n° 331, mars 2013.
- Na Xiongnu, « La faction des princes influence Xi Jinping, II », *Dongxiang - The Trend Magazine*, n° 332, avril 2013.
- Na Xiongnu, « La faction des princes influence Xi Jinping, III », *Dongxiang - The Trend Magazine*, n° 333, mai 2013.

Le magazine hongkongais *Dongxiang* a récemment publié une série de trois articles sur l'influence que les « princes » (太子, *taizi*), descendants de dirigeants de l'époque maoïste, auraient sur Xi Jinping, lui-même un « prince ». À l'opposé d'une vision simpliste prenant l'unité politique du « parti des princes » (太子党, *taizidang*) comme un acquis, Na Xiongnu montre leur diversité en termes d'inclination politique, mais aussi de carrière. Par extension, il souligne la diversité de leurs influences sur le président.

¹ Na Xiongnu est journaliste au magazine hongkongais *Dongxiang*.

Plutôt que de se concentrer sur ceux qui sont devenus des officiels de premier plan, tels que Bo Xilai ou Wang Qishan, au sujet desquels beaucoup d'encre a déjà coulé, Na s'intéresse aux princes devenus académiques ou militaires ou, plus généralement, à ceux dont l'influence est moins patente.

Les académiques

Analysant les publications du ministère de la Propagande et les interventions de Xi Jinping, Na Xiongnu met en lumière l'influence, directe ou non, qu'ont les princes sur le président. Il note que le texte que le ministère de la Propagande a publié le 23 février 2013, soulignant que des « réformes imparfaites sont préférables à une crise provenant de l'absence de réformes »², a pour source Wang Boming. Celui-ci serait ainsi depuis 2010 un conseiller personnel de Xi Jinping. Il s'est d'abord fait connaître en 1989 en tant que directeur du Stock Exchange Executive Council, à l'époque un centre de recherche réformiste. Wang Boming est lui-même un prince, fils de Wang Bingnan, qui fut l'adjoint de Zhou Enlai, alors ministre des Affaires étrangères. Wang Boming est surtout un ami de jeunesse d'un prince de poids, Wang Qishan, désormais membre du Comité permanent du Bureau politique. En 1989, Wang Boming avait endossé l'entière responsabilité de l'implication du Stock Exchange Executive Council dans le mouvement étudiant, afin de ne pas entacher la carrière de Wang Qishan, aussi lié à l'organisation. Ne pouvant envisager une carrière politique, Wang Boming s'est tourné vers le monde des médias pour devenir, entre autres, éditeur en chef du magazine *Cajing*.

² « Nous acceptons les critiques, mais refusons une crise », *Quotidien du peuple*, 23 février 2013.

Outre l'influence de Wang Boming et – par association – de Wang Qishan, Na Xiongnu note que les récentes interventions de Xi Jinping appelant à éviter le chemin pris par Gorbatchev semblent être inspirées par les travaux de Qin Xiao. Ce dernier est le fils de Qin Lisheng, un dirigeant révolutionnaire de second plan qui avait la particularité d'être proche de Xi Zhongxun, le père de l'actuel président, depuis leur expérience commune au Shaanbei durant la guerre de libération. Qin Xiao est un homme d'affaires à succès et s'est également fait connaître comme un fervent défenseur de la démocratisation du système politique. Il établit notamment un parallèle avec la corruption du système soviétique pour soutenir ses idées libérales. Si ses propos sont dans l'ensemble trop libéraux pour la plupart des princes, et bien loin d'être repris tels quels par Xi, sa fondation Boyuan (博源基金会) aurait une influence politique croissante, d'après l'auteur. Celle-ci a notamment publié juste avant la séance plénière des deux assemblées une critique du modèle stalinien inspiré des critiques de Hans Modrow, le dernier Premier ministre de RDA. La fondation sert selon Na de porte-voix aux princes réformistes (太子党改革派, *taizidang gaige pai*), qui mettent en garde Xi contre la tentation néomaoïste.

Les néomaoïstes

Na Xiongnu souligne le fait que, en parallèle de ces princes aux tendances libérales qui gagnent en influence dans le monde académique, les princes néomaoïstes continuent d'exister malgré la chute de Bo Xilai. Selon l'auteur, les principaux sites Internet néogauchistes tels que *Mao Flag*³ ou *Utopia Village*⁴ auraient leur soutien. Plus précisément, Na Xiongnu se penche sur le retour sur le devant de la scène de

Mao Yuanxin, neveu de Mao Zedong. À la chute de la Bande des quatre, Mao Yuanxin avait fait l'objet d'une « purge » et été condamné à dix-sept ans de prison. Il est réapparu officiellement en octobre 2012 en prenant part à la visite d'un important projet hydraulique dans le Sichuan, soixante ans après que son oncle eut proposé de réaliser ce projet. Bien que l'influence de Mao Yuanxin reste minimale, l'auteur interprète cette apparition comme un geste de Xi Jinping désireux d'apaiser les néomaoïstes.

Plus largement, Na met en lumière la stratégie d'ouverture de Xi à l'égard des néomaoïstes au sein du Parti. Ce dernier aurait habilement manœuvré en évitant de se venger de ceux qui avaient soutenu Bo Xilai à ses dépens. Il se place ainsi dans la lignée de l'un des plus grands stratèges de l'histoire ancienne chinoise, Cao Cao. Cao Cao, chef de guerre de l'État de Wei durant la période des Trois Royaumes, avait découvert des lettres de ses propres généraux prêtant allégeance à son ennemi Yuan Shao et avait fait le choix d'étouffer l'affaire et de brûler les preuves plutôt que de condamner les traîtres. Selon Na Xiongnu, Xi adopte une attitude éminemment stratégique en évitant le conflit avec les princes néomaoïstes.

L'indulgence de Xi est en fait un « échange de bons procédés » (投桃报李, *toutaobaoli*). Au moment du XVIII^e Congrès, qui a consacré Xi comme numéro un du Parti, les néomaoïstes ne pouvaient s'opposer ouvertement au programme du gouvernement ou remettre en cause le bilan des réformes. Pour Na, au vu des tensions croissantes au sein de la cinquième génération de dirigeants, Jiang Zemin avait conscience que Xi Jinping était le seul à avoir la capacité d'équilibrer les différentes factions au sein des princes. C'est ce qui lui a valu de l'emporter sur Li Keqiang, soutenu par Hu Jintao.

³ <http://www.maoflag.net/>

⁴ <http://www.wyzxss.com/>

Les militaires

Les conflits idéologiques entre princes se retrouvent aussi au sein de l'armée populaire de libération (APL). Xi Jinping doit naviguer entre les intérêts des modérés, en particulier, Liu Yazhou, Liu Yuan et Zhang Haiyang, et ceux des bellicistes, tels que Zhu Chenghu, Zhu Heping et Luo Yuan.

Si Liu Yazhou n'est pas lui-même un prince, il est néanmoins marié à Li Xiaolin, fille de Li Xiannian, qui fut Président de la RPC dans les années 1980. Li Xiaolin, présidente de l'Association chinoise pour l'amitié avec les pays étrangers, a récemment été envoyée au Japon en visite diplomatique. Bien que son impact sur les relations sino-japonaises soit limité, cette décision de Xi Jinping est interprétée par Na Xiongnu comme une stratégie pour contenir Liu Yazhou, qui a une influence importante dans l'armée. Il s'est en effet fait remarquer par ses déclarations prônant un apaisement des relations avec le Japon et plus largement, une réforme du système politique. Selon l'auteur, Hu Jintao craignait déjà le poids croissant de Liu Yazhou au sein de l'armée. Tout en le promouvant au rang de général, il l'a transféré du vice-commissariat politique de l'armée de l'air au commissariat politique de l'université de défense nationale afin de limiter son influence. Ses propos réformistes sur la nécessité de développer une démocratie intrapartisans, et les idées qui lui sont attribuées – en faveur de la nationalisation de l'armée –, vont à l'encontre du contrôle que le Parti communiste exerce sur l'APL, et valent à Liu Yazhou d'être vu

comme un « arriviste » (野心家, *yexin jia*) par la faction belliciste de l'armée.

Liu Yuan, fils de Liu Shaoqi, président de la RPC de 1959 à 1968, est désormais considéré comme un modéré au sein de l'armée. Il s'est illustré par ses critiques de la corruption au sein de l'APL. La témérité de leurs interventions semble avoir coûté aux deux Liu (Yazhou et Yuan) une

promotion à la Commission militaire centrale dans la foulée du XVIII^e Congrès. Zhang Haiyang, fils de l'ex-général Zhang Chen, n'a pas non plus obtenu de siège au sein de l'organe suprême de contrôle de l'APL. Cela semble néanmoins être dû davantage à ses liens avec Bo Xilai.

Bien que Liu Yazhou, Liu Yuan, et Zhang Haiyang n'aient pas été promus à la Commission militaire centrale, ils ont tous trois le grade de général et sont membres du Comité central du Parti. Ce statut suscite la colère des princes bellicistes,

moins gradés en moyenne. Zhu Chenghu et Zhu Heping, deux petits-fils de Zhu De, le fondateur de l'APL, ne sont que généraux de division. Luo Yuan n'avait pas non plus dépassé le grade de général de division à son départ à la retraite, alors qu'il est le fils de Luo Qingchang, ancien « tsar » des services secrets chinois. Les deux Zhu, de même que Luo Yuan, se sont fait remarquer pour leurs interventions agressives à l'égard du Japon ou des États-Unis. Zhu Chenghu avait notamment déclaré en 2005, en plein conflit avec les États-Unis sur la question taïwanaise, qu'une guerre nucléaire avec les États-Unis devait être envisagée.

« Na Xiongnu souligne la situation délicate de Xi Jinping qui doit manœuvrer entre la nécessité de réformer le système et celle de maintenir l'unité des princes, qui ont une immense influence sur le Parti. »

S'il ne peut tous les promouvoir à la fois, Nan souligne que Xi Jinping se doit de gérer le mécontentement de cette fraction belliciste de l'armée. Même si ce type de provocation est lié à des ambitions politiques personnelles, celles-ci ont un impact négatif important sur les relations sino-américaines et doivent être limitées.

Dans cette série d'articles, Na Xiongnu dépeint les dynamiques complexes au sein d'un parti des princes trop souvent vu comme unifié. Il souligne aussi la situation délicate de Xi Jinping qui doit manœuvrer entre la nécessité de réformer le système et celle de maintenir l'unité des princes, qui ont une immense influence sur le Parti. Ainsi, même si la corruption menace la survie du régime, selon les mots du Président, Xi doit être extrêmement prudent lorsqu'il touche à la fortune des princes. C'est pourquoi il semble que, sous la pression des néomaoïstes, Xi ait tendance à laisser l'agenda réformiste entre les mains de Li Keqiang, et à rediriger le blâme vers ce dernier en cas de critique.



2. Offensive contre les constitutionalistes chinois ?

HUGO WINCKLER

SOURCES :

- Yang Xiaoqing⁵, « Analyse comparée du gouvernement constitutionnel et de la démocratie populaire », *Hongqi wengao*, 21 mai 2013.
- Éditorial, « Le gouvernement constitutionnel est un moyen détourné de contester le développement de la Chine », *Huanqiu shibao*, 22 mai 2013.
- Du Guang⁶, « Les sept tabous, le gouvernement constitutionnel et la crise idéologique – l'année 2013 a affecté les trois », *Dongxiang - The Trend Magazine*, n° 6, 28 mai 2013.
- Luo Ya⁷, « Xi Jinping contre-attaque contre Liu Yunshan ; un professeur de gauche doit démissionner de Renda », *Epoch Times*, 22 juin 2013.
- Ma Huaide⁸, « Que signifie l'État de droit

⁵ Professeur de droit à l'université Renmin de Pékin.

⁶ Vice-président du centre de recherche théorique de l'École centrale du Parti.

⁷ Journaliste à *Epoch Times*.

⁸ Journaliste au *Study Times*, organe de presse de l'École des cadres du Parti.

en Chine ? », *Xuexi shibao - Study Times*, 5 août 2013.

- Éditorial, « L'étrange dispute sur le gouvernement constitutionnel », *Chengming*, 31 août 2013.

À coup d'articles et d'éditoriaux, les intellectuels chinois se sont livrés depuis le début de l'année 2013 une guerre médiatique révélatrice des débats existant au plus haut niveau du pouvoir. Ce mouvement a été surnommé « la réaction du mois de mai contre le gouvernement constitutionnel » (反宪政的五月逆流, *fan xianzheng de wuyue huli*) ou le « mois de mai rouge » (红五月, *hong wuyue*). La polémique est loin d'être neutre, car elle oppose au sein même des organes politiques chinois les tenants d'un « gouvernement constitutionnel » (宪政, *xianzheng*) et les partisans du maintien d'un « socialisme à caractéristiques chinoises » (有中国特色社会主义, *you Zhongguo tese de shehui zhuyi*). L'analyse de cette polémique est double car, outre un vif échange d'arguments, elle cache des jeux de pouvoir entre les différentes factions existant au sein du Parti. Du Guang va même plus loin en analysant cet affrontement comme le révélateur d'une crise idéologique inéluctable, couvant en Chine depuis le début de la transition économique.

Les conservateurs

L'article à la source de la réaction

Luo Ya explique que la polémique publique a débuté avec la publication de l'article de Yang Xiaoqing en mai 2013. Cette dernière y condamne toute ouverture possible vers la constitutionnalisation du pouvoir politique. Elle aborde la question de manière très académique, en tentant de démontrer l'existence d'une incompatibilité organique entre un « gouvernement constitutionnel » et

la « démocratie populaire » (人民民主制度, *renmin minzhu zhidu*). Il y a incompatibilité, selon elle, car la constitutionnalisation du pouvoir politique est un concept propre au capitalisme. Les deux régimes diffèrent donc dans leur essence, et ne peuvent faire l'objet d'une synthèse : un « gouvernement constitutionnel socialiste » (社会主义宪政, *shehui zhuyi xianzheng*) est impossible. Il s'agit d'ailleurs principalement d'un problème de classe : le « gouvernement constitutionnel » serait nécessairement aux mains des détenteurs des moyens de production, c'est-à-dire les capitalistes, alors que le socialisme puise ses racines dans les classes populaires (人民, *renmin*). L'auteur se réfère notamment à la pensée de Mao Zedong pour illustrer sa position.

Une fois paru, l'article de Yang Xiaoqing a tout de suite été republié dans le *Quotidien du peuple*. D'autres éditoriaux ont été publiés peu de temps après, épousant cette ligne de pensée conservatrice.

L'éditorial de Huanqiu shibao

L'éditorial de *Huanqiu shibao* (notamment) vient en renfort de l'article de Yang Xiaoqing. Son auteur affirme que la question du choix entre un « gouvernement constitutionnel » ou un « socialisme à caractéristiques chinoises » ne devrait même pas faire l'objet d'un débat, car le choix entre ces deux options a déjà été effectué : la Chine a décidé de s'engager sur la voie de la seconde. Cette décision a été difficile à prendre, mais constitue désormais l'essence même du régime politique. En cela, un changement vers la constitutionnalisation du gouvernement est impossible. L'auteur rapporte l'existence d'une autre décision irrévocable, qui consiste à « gouverner le pays par le droit » (依法治国, *yifa zhiguo*), expression où le terme « droit » renvoie, selon le *Huanqiu shibao*, à la Constitution.

Celle-ci guidant donc déjà la pratique du pouvoir, il n'est pas nécessaire de mettre en place un gouvernement constitutionnel.

Notons qu'à ce point, Du Guang – un libéral – répondra que, s'il existe effectivement une Constitution chinoise, celle-ci n'a aucune autorité juridique. Sans système permettant d'assurer sa mise en œuvre, elle n'est qu'un symbole, supposé guider la classe dirigeante dans ses décisions.

Des concepts occidentaux illusoire

Enfin, les différents auteurs conservateurs dénoncent le caractère illusoire des concepts d'origine occidentale – dont celui d'un « gouvernement constitutionnel ». Le développement de la société chinoise ne saurait obéir à un concept abstrait, sans racine dans la réalité chinoise, et donc déconnecté des besoins réels du pays. Le concept de « gouvernement constitutionnel » est un concept vide. Il est un symbole que tout le monde peut brandir, sans réelle compréhension de sa portée. Il représente la prescription d'une ordonnance universelle – d'origine occidentale – pour tous les maux de la Chine. Enfin, le débat sur la constitutionnalisation du gouvernement élude les vrais problèmes : comment améliorer le système politique chinois actuel ?

Notons que, parmi les thèses conservatrices, on retrouve souvent le thème du complot, qui apparaît à mots couverts dans l'éditorial de *Huanqiu shibao*. Le concept de « gouvernement constitutionnel » serait promu par les étrangers pour faire entrave au bon développement de la Chine. Il est

malicieux, car il a été introduit dans le but de véhiculer des idées fausses et contre-productives. Il faut dès lors le manier avec circonspection, et en faire le procès.

Ces articles extrêmement critiques sont apparus pour plusieurs commentateurs, dont Luo Ya, comme une remise en question de certaines positions de Xi Jinping, lequel avait, lors du XVIII^e Congrès, souligné le rôle de la Constitution et la nécessité d'une réforme politique.

Les libéraux et leur leader apparent

Ma Huaide débute son article, publié en réponse aux conservateurs, par un constat important : la Chine a récemment connu un renouvellement de sa direction politique, et les nouveaux dirigeants, à tous les niveaux de l'État, ont très majoritairement suivis un cursus universitaire à dominante juridique ou en sciences sociales. Cela

prouve, selon l'auteur, que le statut de la règle de droit en Chine a incontestablement progressé. L'auteur continue en soutenant que le thème de « l'État de droit » (法治, *fazhi*) a été prédominant au cours des débats du XVIII^e Congrès.

L'auteur rappelle que la promotion du droit au sein du système politique chinois date de la libéralisation économique de la Chine, sous Deng Xiaoping, et a trouvé un nouvel écho dans les paroles de Xi Jinping, mettant en avant le besoin d'une « Chine en paix » (平安中国, *pingan Zhongguo*), et « régie par le droit » (法制中国, *fazhi zhongguo*). Selon l'auteur, le nouveau Président de la Chine

« Le *Huanqiu shibao* affirme que le choix entre un "gouvernement constitutionnel" ou un "socialisme à caractéristiques chinoises" a déjà été effectué : la Chine a décidé de s'engager sur la voie du second. »

semble attacher beaucoup d'importance au développement du système juridique. L'auteur note que, au cours de sa carrière, Xi Jinping a mis en place des structures⁹ permettant le développement de l'État de droit dans diverses régions, comme dans le Zhejiang ou le Hunan. Du Guang rapporte les propos de Xi Jinping qui, dans un discours prononcé à l'occasion de la célébration des trente ans de la Constitution de 1982, vantait les mérites du gouvernement constitutionnel, qui serait « un soutien à l'émancipation du peuple » (人民发自内心的拥护, *renmin fazhi neixin de yongyu*). L'auteur s'attache à démontrer que la construction du « rêve chinois » (中国梦, *Zhongguo meng*) passe par une transition sociale, économique, politique et idéologique ; et le débat constitutionnel actuel n'est que l'un des avatars de la crise entraînée par cette transition, qui suppose des changements dans les habitudes de pensée.

Du Guang déclare que la Constitution chinoise est un document à double usage : elle peut servir à la fois à protéger les droits du peuple ou d'outil au service d'un régime autoritaire, pour permettre le maintien des privilèges de la classe dirigeante. Aujourd'hui, ajoute l'auteur, seul le second aspect prévaut. Il reproche donc à l'article de Yang Xiaoqing et à l'éditorial du *Huanqiu shibao* de prôner une position délicate, où l'on admettrait la Constitution comme symbole donnant sa légitimité au pouvoir politique, sans admettre un gouvernement constitutionnel, c'est-à-dire, dont l'action devrait être conforme au droit. Du Guang, dont la position de vice-président pour l'étude théorique au sein du Parti montre son

⁹ Par exemple, il a institué dans la province du Zhejiang un comité consultatif sur l'État de droit (法治浙江咨询委员会, *fazhi Zhejiang zixun weiyuanhui*).

importance au sein de l'élite chinoise, ne cache pas son opposition complète aux thèses conservatrices, qui ne seraient que la réaction d'une élite terrorisée par la perte de ses privilèges.

Derrière ce débat légal, dont le caractère théorique empêche qu'il jouisse d'une grande popularité selon l'éditorialiste de *Chengming*, semble donc se cacher un jeu d'influence au sein de l'élite intellectuelle et politique chinoise.

Le double jeu de Xi Jinping : cible ou instigateur ?

Luo Ya rapporte que les réactions à l'article de Yang Xiaoqing ne se sont pas limitées aux organes de presse, mais se sont répandues également sur Internet, où sont apparus des appels à la démission du professeur de droit. Selon l'auteur, certains internautes se sont inquiétés des valeurs transmises aux étudiants de la prestigieuse université Renmin¹⁰. Mais comme le rapporte Luo Ya, cette rivalité entre les « pros » et les « antis » n'est ni une question exclusivement universitaire, ni un véritable sujet de débat au sein de l'opinion publique. Elle révélerait plutôt une lutte intestine au sein du Parti, lequel réunit des cadres issus de générations aux sensibilités politiques parfois divergentes.

Le coup de balai

Luo Ya, qui écrit son article en juin, suggère que Xi Jinping serait la cible de la fronde. Il met en avant le fait que Liu Yunshan, proche de Jiang Zeming, contrôle l'organe de propagande du Parti, et aurait pu user de son pouvoir de censure pour orchestrer l'évènement médiatique autour de ce débat, et cela pour contrer Xi Jinping.

¹⁰ Où enseigne Yang Xiaoqing.

La raison de cette attaque, selon le journaliste, serait la politique du Président chinois. En effet, celui-ci, sous couvert de lutte anticorruption, a procédé progressivement à une mise à l'écart des membres du Parti fidèles à ses prédécesseurs. Cette démarche – « un grand coup de balai » (大扫除, *da saochu*) – viserait d'ailleurs principalement à amenuiser le nombre des cadres du Parti encore proches de Jiang Zeming.

*Xi Jinping et « la réforme de fond »*¹¹

L'éditorialiste de *Chengming*, qui écrit en août, propose une autre explication : Xi Jinping pourrait ne pas être la cible mais bien l'instigateur du débat.

Cette polémique survient moins d'un an après la prise de pouvoir de Xi Jinping, alors que celui-ci a annoncé en public vouloir, comme le rapporte l'éditorialiste de *Chengming*, « faire appliquer la Constitution » (落實憲法, *luosi xianfa*) et s'engager dans « une réforme de fond », autrement dit du système politique. Les conservateurs, utilisant un vocabulaire quasi-révolutionnaire, sont des membres du Parti agissant en apparence contre leur propre leader. L'auteur s'interroge sur les causes profondes de cette révolte et met en avant deux possibilités : la fronde pourrait d'abord révéler l'existence d'une élite rouge viscéralement hostile à tout changement politique, et qui montrerait sa volonté et sa détermination à agir pour maintenir la Chine dans sa situation actuelle. Le débat constitutionnel serait alors un moyen, pour les tenants des deux thèses, d'évaluer leur force réciproque. La deuxième possibilité est un retour en arrière de Xi Jinping concernant la mise en œuvre de la Constitution. Selon ce scénario,

le Président, ayant feint de soutenir les thèses libérales, amorcerait en réalité un retour vers des thèses et une pratique du pouvoir conservatrices.

L'auteur admet qu'il n'est pas encore possible de comprendre contre qui cette polémique constitutionnelle est dirigée ; mais, comme d'autres auteurs, l'éditorialiste estime que la polémique cache des tendances plus profondes, et agit comme révélateur d'une violente opposition entre certains membres de la classe politique.

Les sept tabous et le document n° 9

L'affaire se complique d'ailleurs avec l'émergence du « document n° 9 »¹² (九號文件, *jiuhao wenjian*), qui aurait obtenu l'aval de Xi Jinping. Ce document, conforme aux thèses conservatrices, est un mémorandum du secrétariat général du PCC dénonçant les risques que représentent pour le Parti certains concepts tels que l'État de droit. Il identifie par ailleurs « sept tabous » (七不讲, *qi bu jiang*) dont il est interdit de débattre¹³. Un tel document, nous dit l'éditorial de *Chengming*, témoignerait d'un rapprochement entre Xi Jinping et la gauche du Parti, et pourrait confirmer le fait que ce dernier n'est pas la cible de la fronde, mais bien son instigateur. Cela attesterait par ailleurs d'un refus chinois d'avancer pour

¹² Dont le nom complet est Rapport sur la situation actuelle dans le domaine de l'idéologie (关于当前意识形态领域情况的通报). Le document a été révélé au mois d'août par la presse étrangère.

¹³ Ces sept tabous sont : les « valeurs internationales » (普世价值, *pushi jiazhi*), la « liberté de la presse » (新闻自由, *xinwen ziyou*), la « société civile » (公民社会, *gongmin shehui*), les « droits du peuple » (公民权利, *gongmin quanli*), les « erreurs de l'histoire du communisme » (中国共产党的历史错误, *Zhongguo gongchandang de lishi cuowu*), les « capitalistes influents » (权贵资产阶级, *quanguai zichanjieji*), et l'« indépendance judiciaire » (司法独立, *sifa dili*).

¹¹ 改革的深水區, *gaige de shenshuiqu*.

l'instant vers la démocratisation ou l'État de droit.

Ces différentes explications tiennent plus de la rumeur que de l'affirmation. Mais ce débat laisse néanmoins entrevoir un clivage qui pourrait perdurer, avec le maintien en Chine de la « nouvelle gauche » (新左派, *xin zuopai*), ainsi que la figure complexe de Xi Jinping, dont le jeu politique demeure obscur.



3. La police interne du Parti : dans l'ombre du *shuanggui*

MARC JULIENNE

SOURCES :

- Fan Xiancong¹⁴ et Gu Xiaoming¹⁵, « Réflexion juridique sur le "shuanggui" », *Falü yu shehui - Droit et société*, avril 2013, n° 5.
- Li Yongzhong¹⁶ (entretien), « Qu'est-ce que le *shuanggui* ? : un système spécial de mesures et de moyens d'enquête », *Sina weibo*¹⁷, 19 octobre 2003.
- Ye Zhusheng¹⁸, « Le *shuanggui* entre discipline et loi », *Nanfang chuang - South Reviews*, juin 2013, 10 juin 2013.

¹⁴ Professeure associée à l'institut juridique de l'université de Yibin (province du Sichuan) et directrice de recherche en droit civil et en réforme juridique.

¹⁵ Professeur associé au département des affaires étudiantes de l'université de Yibin et directeur de recherche en réforme juridique.

¹⁶ Expert en lutte anti-corruption et ancien membre de la CCID.

¹⁷ Paru à l'origine dans la version papier de *South Reviews*.

¹⁸ Journaliste à *South Reviews*.

En 2013, l'actualité judiciaire chinoise a été particulièrement marquée par des affaires de corruption et par la volonté du nouveau président Xi Jinping de se saisir de ce problème. Certaines de ces affaires ont été fortement médiatisées, comme les procès de Bo Xilai, Wang Lijun et Liu Zhijun, ou l'ouverture d'enquêtes visant de hauts cadres du Parti communiste chinois (PCC), tels que Liu Tienan, Jiang Jiemin et quatre membres du conseil de direction de la China National Petroleum Corporation (CNPC)¹⁹. Ces enquêtes sont menées par la puissante Commission centrale d'inspection de la discipline (CCID, 中央纪律检查委员会, *zhongyang jilü jiancha weiyuanhui* ou 中纪委, *zhongjiwei*), organe interne du PCC, qui use d'une procédure exceptionnelle et mise en œuvre hors de tout cadre juridique, appelée *shuanggui* (双规). Cette totale liberté d'action a conduit à de nombreux abus et au dénouement tragique de certaines affaires, en particulier en 2013. Aussi, nous nous proposons ici de présenter les enjeux de la procédure du *shuanggui*, ainsi que les débats actuels la concernant, agitant les milieux juridique et des médias.

Le *shuanggui*, origine et définition

Comme le rappelle chacun des auteurs, la procédure du *shuanggui* a pour origine deux textes. Le premier, intitulé Règlement sur la supervision de l'administration (中华人民共和国行政监察条例, *Zhonghua renmin gongheguo xingzheng jiancha tiaoli*) a été publié par le Conseil d'État le 9 décembre 1990²⁰. Le second texte est le règlement sur le travail d'enquête des organes d'inspection de la discipline du PCC (中国共产党纪律检查机关案件检查工作条例,

Zhongguo gongchandang jilü jiancha jiguan anjian jiancha gongzuo tiaoli), publié le 1^{er} mai 1994 et introduisant le recours à la procédure du *shuanggui*. Les organismes en charge de l'application du *shuanggui* sont la CCID et le ministère de la Supervision (监察部, *jianchabu*), qui occupent des locaux communs depuis 1993, et dont le champ d'action a été étendu. Ainsi, le *shuanggui* désigne la procédure d'enquête mise en œuvre par la CCID. Cette dernière débute dès lors que des soupçons pèsent sur un membre du Parti et s'achève quand l'enquête innocente le suspect ou, plus généralement, quand elle le reconnaît coupable. Le cas échéant, le cadre en question peut se voir destitué de sa qualité de membre du Parti, voire déféré devant la justice ordinaire, comme ce fut le cas pour Bo Xilai et Wang Lijun par exemple.

La procédure du *shuanggui* (terme qui signifie « double règle », est aussi appelée *lianggui* (« deux règles », 两规) ou *liangzhi* (« deux désignations », 两指). « Double règle » signifie que les organes chargés de l'inspection de la discipline déterminent, de manière discrétionnaire, le lieu où l'enquête est menée d'une part, et le temps qui est imparti à celle-ci d'autre part. En effet, lorsqu'un membre du Parti fait l'objet d'une enquête disciplinaire, il est conduit dans un lieu tenu secret et y est détenu pour un temps indéterminé. Le principe d'origine du *shuanggui* est à la fois d'établir des mesures de contrôle des membres du Parti, mais aussi de préserver les enquêtes disciplinaires de toute interférence. Ainsi, comme l'expliquent Fan Xiancong et Gu Xiaoming, lorsqu'un membre du Parti est soupçonné de manquement à la discipline, celui-ci est immédiatement privé de tout lien avec l'extérieur pour éviter les collusion, la destruction ou la fabrication de preuves. Aussi, la CCID s'octroie le temps qu'elle estime nécessaire pour mener son enquête.

Ye Zhusheng précise que le lieu de détention

¹⁹ Ainsi que les soupçons qui pèsent sur l'ancien « tsar » de la sécurité publique en Chine, Zhou Yongkang.

²⁰ Ce texte a été remplacé en 1997 par la loi sur l'inspection de l'administration (中华人民共和国行政监察法, *Zhonghua renmin gongheguo xingzheng jiancha fa*).

peut être une maison, un immeuble, un hôtel ou encore une base militaire. D'après un document émis par la CCID en 2001, le lieu doit « garantir la sécurité [du suspect, et consiste donc] en général [en] une maison sous surveillance ou le rez-de-chaussée d'un immeuble »²¹. Lin Zhe, professeure à l'École centrale du Parti, a confié à Ye avoir visité l'un de ces locaux qu'elle décrit comme « similaire à une chambre d'hôtel ordinaire, mais dont tous les angles pointus sont recouverts de caoutchouc pour éviter les accidents »²². Ces précisions laissent imaginer quelles sortes de méthodes sont utilisées par la CCID pour mener ses enquêtes et interrogatoires. On comprend aussi pourquoi certaines de ces affaires ont connu une issue tragique. Le cas le plus médiatisé est celui de Yu Qiyi, ingénieur en chef au sein du Wenzhou Industry Investment Group, décédé en avril 2013 lors d'un interrogatoire dans le cadre de la procédure de *shuanggui*. Bien que certaines versions, relatées par Ye Zhusheng, aient expliqué que Yu était « tombé dans sa douche » (洗澡期间摔倒, *xizao qijian shuaidao*), des rapports ont depuis fait état de nombreuses contusions sur son corps et d'une « mort par noyade » (溺水死亡, *nishui siwang*), après qu'on lui a plongé la tête à de nombreuses reprises dans une baignoire d'eau glacée. Il faut noter que, pour la première fois, six personnes ont été condamnées, à la suite de cette affaire.

Deux semaines après le décès de Yu Qiyi, les médias ont également révélé que le vice-président de la cour populaire intermédiaire de Sanmenxia (province du Henan), Jia Jiuxiang, avait lui aussi trouvé la mort au cours d'une procédure de *shuanggui*. Comme dans l'affaire Yu Qiyi, les autorités ont d'abord fait état d'une crise cardiaque, avant que la

révélation de la présence de nombreuses marques de torture sur le corps de Jia Jiuxiang indique une mort autrement plus violente.

Contradiction entre *shuanggui* et État de droit

Le manque d'encadrement juridique du *shuanggui* entraîne deux principaux abus, qu'exposent Fan Xiancong et Gu Xiaoming : les « abus de pouvoir » (超越权限, *chaoyue quanxian*) et les abus commis dans le « champ d'application du *shuanggui* » (« 双规对象扩大化, *shuanggui duixiang kuodahua*).

Les premiers sont en contradiction directe avec la loi. Tout d'abord, l'article 37 de la Constitution (宪法, *xianfa*) prévoit que « la liberté des citoyens de la République populaire de Chine est inviolable. Un citoyen ne peut être détenu sans une décision du parquet populaire, de la cour populaire ou des organes de sécurité publique. Toute détention illégale, restriction ou privation de la liberté des personnes est interdite. Toute investigation illégale au sujet d'un citoyen est interdite »²³. De plus, la loi sur la législation (立法法, *lifafa*) de 2000, en son article 8, paragraphes 4 et 5, indique que la restriction des libertés et l'application de sanctions doit se faire exclusivement dans un cadre légal. La loi de procédure pénale (刑事诉讼法, *xingshi susong fa*), révisée en janvier 2012, prévoit quant à elle, dans son article 3, que « les organes de sécurité publique sont responsables des enquêtes criminelles, de l'arrestation, de la détention et de l'instruction [...]. Sauf disposition contraire prévue par la loi, aucun autre organe, groupe ou individu n'a le droit d'exercer ces pouvoirs »²⁴.

²¹ « 必须选在能够确保安全的 地方, 一般应选在具有安全防范条件的平房或者楼房的一层 ».

²² « “双规点”的布置类似酒店的标准间, 只是房间内的所有尖锐处都用橡皮包裹起来, 防止意外发生 ».

²³ « 中华人民共和国公民的人身自由不受侵犯。任何公民, 非经人民检察院批准或者决定或者人民法院决定, 并由公安机关执行, 不受逮捕。禁止以非法拘禁和以其他方法非法剥夺或者限制公民的人身自由, 禁止非法搜查公民的身体 ».

²⁴ « 对刑事案件的侦查、拘留、执行逮捕、预

En outre, l'article 50 « interdit formellement l'usage de la torture, l'extorsion d'aveux, les menaces, l'intimidation, la tromperie ou toute autre méthode illégale de collecte de preuves. Personne ne peut être contraint de prouver sa propre culpabilité »²⁵. Tous ces éléments permettent de prendre conscience du fossé qui sépare le système judiciaire légal d'une part, et les méthodes utilisées dans le cadre du *shuanggui* d'autre part. Le *shuanggui* constitue donc une procédure parallèle au système judiciaire chinois, et supprime de facto la loi de l'État.

Concernant les abus dans le champ d'application, le *shuanggui* ne devait à l'origine s'appliquer qu'aux membres du Parti, comme le rappelle un document émis par la CCID en janvier 2000, intitulé « Procédure de recours au *lianggui* par les organes d'inspection de la discipline » (关于纪检机关使用“两规”措施的办法, *guanyu jiwai jiguan shiyong lianggui cuoshi de banfa*). Or, dans la pratique, le champ des personnes visées par les enquêtes s'est étendu aux fonctionnaires, aux individus non-membres du Parti, ou encore aux acteurs économiques privés. D'après Fan et Gu, l'expansion de la pratique du *shuanggui* représente donc « une menace grave pour les droits des citoyens »²⁶. Face à un système extralégal et difficilement contrôlable, quelles perspectives d'évolution se dessinent ?

审, 由公安机关负责。检察、批准逮捕、检察机关直接受理的案件的侦查、提起公诉, 由人民检察院负责。[...] 除法律特别规定的以外, 其他任何机关、团体和个人都无权行使这些权力 ».

²⁵ «严禁刑讯逼供和以威胁、引诱、欺骗以及其他非法方法收集证据, 不得强迫任何人证实自己有罪 ».

²⁶ « 这就使公民的人身权利受到严重威胁 ».

« Un mal nécessaire »

Le *shuanggui* semble finalement relativement peu contesté par les universitaires chinois. Selon Li Yongzhong, expert en lutte anti-corruption et fervent défenseur du *shuanggui*, « il n'y a pas d'approche plus efficace » (没有比“两规”更厉害的做法了, *meiyou bi lianggui geng lihài de zuofale*) pour lutter contre la corruption. Pour lui, le *shuanggui* répond à

« Le *shuanggui* constitue donc une procédure parallèle au système judiciaire chinois, et supprime de facto la loi de l'État. »

« un principe et [à] trois lois » (一个道理和三大定律, *yige daoli he san dadinglü*). Le principe de base correspond au dicton chinois selon lequel il n'y a "pas d'amitié éternelle, seulement des intérêts immuables" (没有永远的朋友, 只有永远的利益, *meiyou yongyuan de pengyou, zhiyou yongyuan de liyi*). Trois lois découlent

directement de ce principe : premièrement, dès qu'un cadre est destitué, les signes de ses malversations apparaissent immédiatement (« loi des cabinets », 马桶定律, *matong dinglü*) ; deuxièmement, une fois le cadre isolé, ses complices paniquent et il est plus facile de les appréhender (« loi des rats quittant le navire », 树倒猢猻散定律, *shudao husun san dinglü*) ; enfin, dès lors que le cadre est pris dans l'engrenage du *shuanggui* et coupé du monde, les alliances et conspirations dont il était partie se délitent automatiquement (« loi de l'information asymétrique », 信息不对称定律, *xinxi bu duichen dinglü*). C'est pourquoi, selon Li Yongzhong, le *shuanggui* est absolument nécessaire pour une lutte contre la corruption efficace.

Cependant, d'autres analyses se montrent moins enthousiastes. Pour Fan Xiancong et Gu Xiaoming, par exemple, le *shuanggui* est une « lame à double tranchant » (双刃剑, *shuangren jian*) car, s'il joue un rôle déterminant dans la lutte contre la

corruption, il bafoue aussi les droits des citoyens. Alors que certains pensent que l'efficacité du shuanggui provient justement de son aspect extralégal, d'autres, comme Fan et Gu, souhaitent que cette procédure « entre progressivement dans l'orbite du droit » (逐步纳入到法律的轨道上来, *zhubu narudao falü de guidaoshanglai*). Pour cela, les auteurs proposent deux approches. La première consiste à élaborer une loi spéciale qui autoriserait les organes d'inspection de la discipline à restreindre les libertés individuelles dans certaines circonstances et pour un délai prédéfini légalement. La seconde proposition serait d'user du shuanggui seulement dans des circonstances particulières, puisque la plupart des affaires ne nécessitent pas de priver le suspect de sa liberté. Le cas échéant, c'est le parquet populaire qui prendrait une telle décision, en conformité avec la loi de procédure pénale.

À travers ces différentes visions, il ressort que le shuanggui bénéficie encore de nombreux soutiens, même si certains plaident pour ancrer cette procédure administrative dans le processus légal. Le fait est qu'à chaque scandale révélant les abus de la CCID, comme les affaires Yu Qiyi et Jia Jiuxiang, des voix s'élèvent pour une réforme du *shuanggui*. Mais, lorsqu'il s'agit de l'arrestation de puissants dirigeants, l'opinion publique se montre bien plus favorable à ce système. Au reste, Wang Qishan, actuel secrétaire général de la CCID, et membre du Comité permanent du Bureau politique, a déclaré cette année que « la lutte actuelle contre la corruption doit traiter en priorité les symptômes, afin de gagner du temps pour le traitement des causes »²⁷. Le *shuanggui* étant actuellement considéré par le régime comme le meilleur système d'enquête concernant les membres du Parti, des évolutions majeures de cette procédure sont peu probables à court et moyen termes.

²⁷ « 当前反腐要以治标为主, 为治本赢得时间 ».



4. Un abus de pouvoir présidentiel à Taïwan ?

TANGUY LEPESANT

SOURCES :

- Huang Cheng-yi²⁸, « Monsieur le Président, arrêtez de créer des précédents néfastes pour le gouvernement constitutionnel », *Tianxia zazhi - CommonWealth*, 9 septembre 2013.
- Nan Fang-shuo²⁹, « Un fou ne devrait pas être à la tête de l'État et président d'un parti politique ! », *Ziyou shibao - Liberty Times*, 22 septembre 2013.
- Éditorial, « La route vers un gouvernement constitutionnel des deux rives : les enseignements de la lutte politique de septembre », *Wangbao - Want Daily*, 8 octobre 2013.

Début septembre 2013, le Président de la République de Chine, Ma Ying-jeou, se servait d'écoutes téléphoniques menées par la division spéciale d'investigation (SID) du bureau du procureur général de la Cour

²⁸ Huang Cheng-Yi est chercheur assistant (助研究员) à l'Institutum Iurisprudenciae de l'Academia sinica, à Taipei.

²⁹ Commentateur politique, éditorialiste récurrent sur les thèmes de politique intérieure, très critique à l'égard de Ma Ying-jeou.

suprême (最高法院檢察署特別偵查組, *zui gao fayuan jiancha shu tebie zhencha zu*) pour tenter un coup de force politique contre le président du Parlement, Wang Jin-pyng. Selon Ma et sa garde rapprochée – dont le procureur général Huang Shih-ming (黃世銘) qui dirige la SID –, ces écoutes permettent d'affirmer que Wang Jin-pyng a tenté de faire pression sur plusieurs membres de l'autorité judiciaire afin d'éviter qu'une procédure d'appel ne soit lancée contre le député du Parti démocratique progressiste (PDP) Ker Chien-ming (柯建銘), acquitté au mois de juin dans un procès pour abus de confiance. Quelques jours plus tard, Ma utilisait sa position de président du Kuomintang (KMT) pour en convoquer la commission de discipline et faire exclure Wang ; exclusion qui devait automatiquement faire perdre à ce dernier son siège de président du Parlement. La riposte de Wang Jin-pyng, qui a gagné un premier procès et a pu conserver son poste, la légalité douteuse des écoutes menées par la SID, la question de la constitutionnalité des accusations formulées par Ma Ying-jeou contre l'un de ses grands rivaux au sein du KMT et, en définitive, le nouveau coup de projecteur sur les travers des pratiques politiques locales ont contribué à déclencher une tempête de commentaires relatifs à l'état de santé de la jeune démocratie taïwanaise.

L'article de Huang Cheng-Yi commence par un bref compte rendu de la conférence de presse donnée par Ma Ying-jeou au palais présidentiel le 8 septembre, en présence du vice-président (Wu Den-yih, 吳敦義) et du Premier ministre (Jiang Yi-huah, 江宜樺) pour dénoncer les pressions exercées par Wang Jin-pyng. Huang Cheng-Yi s'appuie sur plusieurs citations de Ma. Selon ce dernier, face au comportement de Wang, qui « constitue la plus grave violation de l'indépendance de la justice » (是侵犯司法獨立最嚴重的一件事情, *shi qinfan sifa duli zui yanzhong de yi jian shiqing*), le peuple doit choisir entre se

taire et accepter ou « refuser la culture de l'interférence dans les affaires judiciaires » (拒絕關說司法文化, *jujue guanshuo sifa wenhua*). Et Ma Ying-jeou de poursuivre : « En tant que Président, je ne peux éviter de m'impliquer, je dois faire entendre ma voix, appeler l'ensemble de la population à défendre résolument la démocratie de Taïwan »³⁰.

Huang Cheng-Yi estime que les informations disponibles sur le contenu des écoutes effectuées par la SID sont insuffisantes pour pouvoir se prononcer sur les accusations lancées contre Wang Jin-pyng. En revanche, il lui paraît tout à fait légitime de se poser la question de la constitutionnalité de la prise de position de Ma Ying-jeou. En effet, celui-ci ne s'est pas exprimé en tant que simple citoyen inquiet, mais en qualité de Président de la République. Or, pour Huang Cheng-Yi, aucun article de la Constitution ne permet au Président de se prononcer officiellement sur la légalité des agissements du président du Parlement car « le Président de la République ne dispose pas d'un pouvoir d'investigation judiciaire » (總統沒有司法調查權, *zongtong meiyou sifa diaocha quan*).

L'invocation de l'article 44 par le procureur général Huang Hsih-ming pour justifier le fait qu'il a informé Ma du contenu des écoutes n'est pas non plus recevable car cet article est relatif à « un conflit entre différents Yuan »³¹ (院與院的爭執, *luan yu luan de zhengzhi*), le Président de la République pouvant alors convoquer une réunion entre les présidents

³⁰ 也呼籲全國民眾堅定捍衛台灣的民主治法, *shenwei zongtong, wo wucong huibi, bixu tingshen er chu, ye huyu quanguo minzhong jian ding hanwei Taiwan de minzhu fazhi*.

³¹ Inspirée des idées politiques de Sun Yat-sen, le « père fondateur » de la République de Chine, la Constitution organise une répartition du pouvoir entre cinq Yuan (院) : législatif, exécutif, judiciaire, de contrôle et des examens.

des organes concernés pour tenter de trouver une solution. Mais les accusations dont Wang fait l'objet ne peuvent être assimilées à un tel conflit. Elles ont trait au comportement d'un député (deux, éventuellement, si l'on implique Ker Chien-ming) et à son « éthique » (倫理, *lunli*) personnelle. L'article 48 relatif au serment du Président pourrait éventuellement être invoqué comme base de l'intervention de Ma puisqu'il y est stipulé que le Président s'engage à « respecter la Constitution, accomplir son devoir, assurer le bien-être du peuple, protéger la sécurité de l'État et ne pas trahir la confiance du peuple ». Mais, selon Huang Cheng-Yi, en l'absence d'un équivalent à la *Take Care Clause* de la Constitution des États-Unis qui engage le Président à « s'assurer que les lois sont appliquées fidèlement », les engagements énumérés plus haut se limitent à la seule personne du Président.

Autrement dit, Ma Ying-jeou s'est octroyé un pouvoir d'intervention judiciaire de façon tout à fait arbitraire. Il a porté atteinte à la séparation des pouvoirs et a créé un précédent dangereux pour la démocratie taïwanaise. Même si Wang Jin-pyng est effectivement fautif, Ma ne peut utiliser sa position de Président pour lancer une enquête sur un député, le punir ou le destituer, à moins de faire voler en éclats les limites du pouvoir présidentiel définies par la Constitution. Pour Huang Cheng-Yi, qualifier les révélations faites lors de la conférence de presse de « jour le plus honteux du développement de l'État de droit démocratique à Taïwan » (台灣民主法治發展最恥辱的一天, *Taiwan minzhu fazhi fazhan zui chiru de yi tian*) relève du *show* et cache mal le viol de la Constitution par le Président, lequel s'est empressé d'utiliser les informations communiquées par la SID pour se substituer au juge et « rendre son verdict » (判決, *panjue*) sans attendre qu'une enquête soit menée par une cour de justice ou par une commission du Yuan législatif ;

cela alors même que la personne concernée par les accusations n'était pas à Taïwan pour se défendre³².

Huang Cheng-Yi se range du côté de ceux qui considèrent que le comportement éthique des députés est encore loin d'être satisfaisant. Cependant, cela ne signifie pas que le Président puisse outrepasser ses prérogatives et se saisir des problèmes du Yuan législatif. Il rappelle à ce titre qu'une loi sur le comportement des députés (立法委員行為法, *lifa weiyuan xingwei fa*) a été votée en 2002 pour lutter contre les différentes formes d'« influence » (關說, *guanshuo*) et qu'il revient au Parlement de conduire les enquêtes au sujet de ses membres qui seraient accusés de telles pratiques. Pour Huang Cheng-Yi, cette loi vient confirmer le principe constitutionnel de l'autodiscipline du pouvoir législatif. Et c'est dans ce sens qu'il convient d'aller pour progresser sur la voie d'un Parlement d'une meilleure qualité.

Nan Fang-shuo pousse la critique de Ma Ying-jeou un cran plus loin. Pour lui, la tentative d'assassinat politique perpétrée contre Wang Jin-pyng révèle le basculement dans la « folie » (瘋, *feng*) du Président ; une folie qui ne doit pas être comprise comme étant d'ordre psychologique, mais plutôt comme une pathologie liée à l'exercice du pouvoir. Parmi les nombreuses études menées à ce sujet, certaines ont identifié les mécanismes par lesquels un « roi incapable » (昏君, *hunjun*) devient un « tyran » (暴君, *baojun*). Confronté à son impuissance, un tel roi cherche à éviter d'endosser la responsabilité de ses échecs en rejetant systématiquement la faute sur les autres. Il utilise la théorie du complot pour accuser

32 Wang Jin-pyng se trouvait alors en Malaisie pour le mariage de sa fille.

ses conseillers, son entourage, avec un incessant recours à la purge. Nan Fang-shuo estime que, tel le dernier empereur de la dynastie Ming, Ma Ying-jeou est désormais sur le chemin qui le conduit de l'incompétence à la violence. C'est pour cela qu'il a tenté de se « débarrasser » de Wang Jin-pyng dans une « lutte à mort » pour le pouvoir (鬥爭, *douzhen*). Dans cette entreprise, Ma a été assisté par sa propre « Bande des quatre » (四人幫, *si ren bang*), composée de King Pu-tsun, Jiang Yi-huah, Lo Chih-chiang et Huang Shih-ming.

Pour Nan Fang-shuo, Ma Ying-jeou, aidé de ce petit groupe, est en train d'instiller une « morale fasciste » (法西斯道德, *faxisi daode*) au sein de la démocratie taïwanaise en utilisant un système illégal de collecte d'informations sur ses adversaires pour ensuite accuser ceux-ci et souligner sa vertu et ses qualités de défenseur des valeurs démocratiques. Plus grave encore, à l'inverse des États-Unis où le scandale du Watergate a entraîné une vive réaction du Congrès, la mise en œuvre d'une procédure de destitution du Président Richard Nixon et finalement la démission de ce dernier, Ma Ying-jeou est fier de se servir des écoutes illégales de la SID et n'a que faire des conséquences de son attitude pour la démocratie taïwanaise. Mais selon Nan Fang-shuo, le peuple de Taïwan doit tirer une leçon de ces événements : derrière le masque de la douceur, du bon cœur, se cache un Ma Ying-jeou froid et impitoyable avec ses adversaires. L'ordre qu'il a mis en place avec l'aide de sa « Bande des quatre » se résume

à la volonté d'une seule personne.

Le *Wangbao* se montre beaucoup moins critique à l'égard de Ma Ying-jeou. Pour le journal, la culpabilité de Wang Jin-pyng et de Ker Chien-ming ne semble pas faire de doute, mais la « lutte politique de septembre » (九月政爭, *jiu yue zheng zheng*) est surtout révélatrice des limites de la démocratie taïwanaise et doit conduire les « Chinois des deux rives » à

« La “lutte politique de septembre” est surtout révélatrice des limites de la démocratie taïwanaise et doit conduire les “Chinois des deux rives” à réfléchir sur la différence entre “le concept et la réalité du gouvernement constitutionnel” »

réfléchir sur la différence entre « le concept et la réalité du gouvernement constitutionnel ». Deux aspects doivent être soulignés. Tout d'abord, la lutte Ma-Wang montre à quel point la règle des dessous de table est généralisée au sein du système politique taïwanais. L'éditorial estime que si les Taïwanais n'ont pas été scandalisés par le comportement de Wang Jin-pyng, c'est que tout le monde tente de tirer profit, à un niveau ou à un autre, de ce jeu d'influence politique généralisé. La révolte de Ma Ying-jeou contre ce système était vouée à l'échec. Au-delà de Taïwan, ces

pratiques sont « partagées » (共享, *gongxiang*) par les deux rives, et constituent un obstacle majeur sur le chemin des réformes politiques. Ensuite, toutes ces tensions montrent que les valeurs sur lesquelles la démocratie taïwanaise devrait être fondée sont des coquilles vides utilisées à des fins politiques. Ma ying-jeou s'est servi du scandale pour tenter d'éliminer Wang Jin-pyng tandis que, de par leur comportement, ce dernier et Ker Chien-ming ont foulé au pied la démocratie. L'éditorial s'en prend ensuite vivement à l'image du Yuan législatif et aux députés accusés de jouer une « farce »

(醜劇, *chouju*) ou d'utiliser abusivement les droits qui leur sont conférés. Mais, en définitive, le Wangbao estime qu'il faut conserver un regard positif et optimiste sur l'expérience chaotique de la pratique démocratique taïwanaise car celle-ci doit servir d'enseignement au monde chinois.

Dans l'ensemble, parallèlement aux questions de légalité abordées ici, la presse taïwanaise estime que les attaques lancées contre Wang Jin-pyng sont motivées par d'autres intentions que la simple « défense de la démocratie ». Ma Ying-jeou chercherait à renforcer son contrôle sur le parti et à éliminer les obstacles qui ralentissent le rapprochement entre les deux rives. Or, en juin, Wang a compté parmi ceux qui se sont indignés contre le manque de transparence dans les négociations ayant abouti à l'accord sur le commerce des services signé avec la Chine. Il s'est prononcé en faveur d'une relecture du texte par le Parlement, alors que l'administration Ma voulait éviter cette procédure et faire adopter l'accord directement comme cela avait été le cas pour les précédents accords. Cet acte de rébellion n'a pas plu à Ma et on peut penser que celui-ci a voulu se débarrasser de Wang au profit d'un président du Parlement plus docile, à la veille de l'ouverture de la nouvelle session parlementaire taïwanaise.

REPÈRES

5. La zone de libre-échange de Shanghai : un aiguillon pour toute la Chine

CHAN YANG

SOURCES :

- Shi Chen, Zhang Xiang et Weng Haihua³³, « Les coulisses du big bang dans la zone de libre-échange de Shanghai », *Caijing guojia zhoukan - Economy & Nation Weekly*, 2 septembre 2013.
- Xu Shousong, He Xinrong et Ye Feng³⁴, « La zone de libre-échange de Shanghai repose sur des innovations institutionnelles et non des politiques préférentielles », *Caixin wang*, 5 septembre 2013.
- Wang Xiaoqing et Zhou Qun³⁵, « Un modèle de zone de libre-échange *made in Shanghai* », *Xin shiji*, n° 39, 14 octobre 2013.
- Yang Xingyun³⁶, « Qianhai sous pression, le Guangdong lutte pour sa part de gâteau », *Jingji guan cha bao - The Economic Observer*, 12 octobre 2013.
- Xu Chen et Qian Juan³⁷, « Des experts

³³ Journalistes à *Caijing*.

³⁴ Journalistes à *Caixin*.

³⁵ Journalistes à *Xin shiji*.

³⁶ Journaliste à *Jingji guan cha bao*.

³⁷ Journalistes à *Yangcheng wanbao*.

encouragent le Guangdong, Hong-Kong et Macao à s'allier pour créer une zone de libre-échange différente de celle de Shanghai », *Yangcheng wanbao - Guangzhou Evening News*, 20 septembre 2013.

- Liu Shenjun³⁸, « Les difficultés de réforme dans la zone de libre-échange de Shanghai », *Caixin - Opinions*, 18 octobre 2013.

La zone pilote de libre-échange de Chine (Shanghai) (中国(上海)自由贸易试验区, *zhongguo (shanghai) ziyou maoyi shiyanqu*), inaugurée le 29 septembre 2013, est considérée comme un nouveau terrain d'expérimentation pour les réformes économiques et l'ouverture de la Chine, notamment concernant les politiques d'assouplissement des restrictions dans les secteurs financier, commercial et des investissements. L'annonce du plan a été faite à l'approche du III^e Plénum du XVIII^e Comité central du PCC, mais aussi à un moment crucial où se tiennent de nouveaux cycles de négociations internationales pour un certain nombre d'accords de libre-échange, tels que le Trans-Pacific Partnership (TPP) et le Transatlantic Trade and Investment Partnership (TTIP). Nombreux sont les commentateurs qui pensent que la zone de libre-échange de Shanghai pourrait enclencher une nouvelle vague d'ouverture et de réformes – comme lors de l'établissement des zones économiques spéciales dans les années 1980 ou lors de l'entrée de la Chine dans l'OMC en 2001.

Nature et particularités de la zone de libre-échange de Shanghai

Couvrant une superficie de 28,78 km², la zone pilote regroupe, comme nous

³⁸ Éditorialiste régulier à *Caixin*, vice-président exécutif du CEIBS Lujiazui International Finance Research Center (CLFC) et docteur en économie de l'université normale de Chine orientale.

l'expliquent Shi Chen, Zhang Xiang et Weng Haihua, quatre zones franches existantes : celles de Waigaoqiao, du parc de logistique de Waigaoqiao, du port de Yangshan et de l'aéroport international de Pudong. Le plan de développement général comporte cinq objectifs principaux qui visent à accélérer la transformation des fonctions gouvernementales, à améliorer la structure du commerce extérieur, à faciliter les investissements internationaux, à approfondir l'innovation et l'ouverture du secteur financier et à assurer la garantie institutionnelle dans le domaine juridique. La zone remplira ainsi une double mission : en interne, elle améliorera l'efficacité des entreprises et du marché via des réformes sur la gestion des investissements ; à l'international, elle participera à la reconstruction du système commercial et d'investissement mondial³⁹, afin de contribuer à la stratégie d'internationalisation et de modernisation de la Chine.

Au fond, il s'agit de « forcer la réforme par l'ouverture » (以开放倒逼改革, *yi kaifang daobi gaige*)⁴⁰, l'ouverture n'étant qu'un moyen utilisé pour stimuler les réformes en interne. Le Premier ministre Li Keqiang avait déjà reconnu, lors de la conférence de presse organisée après son investiture, en mars 2013, la difficulté qu'il y a à s'attaquer aux « intérêts acquis » (既得利益, *jide liyi*) dans le cadre des réformes. En outre, le ministre du Commerce Gao Hucheng a souligné trois caractéristiques de la zone lors d'une

³⁹ Les auteurs font ici référence aux nombreuses négociations de nouveaux accords bilatéraux et multilatéraux de libre-échange et d'investissements, qui viennent remodeler le paysage normatif international en termes de commerce et d'investissements.

⁴⁰ Terminologie très à la mode semble-t-il dans les articles récents concernant la zone de libre-échange de Shanghai et les réformes annoncées à la suite du III^e Plénum. Cette expression se retrouve dans presque tous les articles sources présentés ici.

interview récente⁴¹. Tout d'abord, son ouverture doit être proactive et spontanée afin de relancer le développement, la réforme et l'innovation. Ensuite, les innovations institutionnelles constitueront le cœur de l'agenda des réformes. Enfin, la zone servira d'exemple à suivre à l'échelle nationale et aidera à explorer une nouvelle voie de réforme et d'ouverture pour le pays.

Wang Xinkui, conseiller du gouvernement municipal de Shanghai et l'un des principaux architectes de la zone pilote, dont les propos sont recueillis par Xu Shousong, He Xinrong et Ye Feng, considère que la véritable nouveauté distinguant la zone pilote des zones économiques spéciales et des zones de développement est que celle-ci ne repose pas sur la recherche de politiques préférentielles accordées par Pékin, mais sur des innovations institutionnelles, notamment à travers l'établissement d'un nouveau système conforme aux standards internationaux. À titre d'exemple, les politiques d'incitation fiscale, telles que l'installation de boutiques hors taxes ou la baisse de l'impôt sur les sociétés, n'ont pas été incluses dans le plan. Wang note que, pour les autorités locales, le plus difficile sera de mettre en place un système de services administratifs de grande qualité et transparent pour améliorer le commerce et l'environnement des affaires. Selon lui, le système d'examen et d'approbation administratif est devenu la pierre d'achoppement de la transformation économique du pays ; la réforme de ce dernier est à l'heure actuelle la plus pressante des réformes institutionnelles⁴².

⁴¹ « Le ministre du Commerce Gao Hucheng répond aux questions de la presse sur l'établissement de la zone pilote de libre-échange de Shanghai », *bureau de presse du ministère du Commerce*, 29 septembre.

⁴² Concrètement, l'approbation administrative, qui a été longtemps utilisée comme un moyen efficace de régulation macro-économique, a amené trois problèmes

La zone de Shanghai vise donc à remplacer ce système d'approbation⁴³ par un système de contrôle sur l'accès des investisseurs au marché (au sein de la zone). Celui-ci se base principalement sur l'inspection des entreprises après leur accès au marché, et adopte une approche « négative » qui détermine directement le degré d'ouverture aux investissements étrangers⁴⁴. Wang Xinkui ajoute que, en parallèle de cette ouverture, le rôle du gouvernement doit être renforcé afin d'assurer l'inspection *ex post*.

En termes d'ouverture dans le secteur des services, six domaines – transport maritime, services financiers, commerciaux, professionnels, culturels et sociaux – sont ciblés pour mettre en œuvre les dix-huit mesures de libéralisation et d'accès au marché. Celles-ci concernent notamment les exigences sur le capital investi, les limites

graves : une allocation inadéquate des ressources (par exemple, au niveau des prêts bancaires), une capacité de production excédentaire et des abus de pouvoir (*rent seeking*, corruption). Une réforme a déjà été lancée il y a quelques années, consistant à décentraliser le pouvoir d'approbation administrative, mais celle-ci n'a pas pu réduire les délais d'approbation des projets. C'est pourquoi la zone de Shanghai se propose de relancer ce projet de réforme.

⁴³ En l'occurrence, le catalogue sur les investissements étrangers (外商投资产业指导目录, *waishang touzi chanye zhiyin mulu*).

⁴⁴ Déjà adoptée par plus de soixante-dix pays, l'approche « négative » est vue comme l'un des piliers de la réforme administrative dans la zone de libre-échange de Shanghai. Cette approche consiste à supprimer les procédures administratives superflues et à rendre les règles plus transparentes et la concurrence plus ouverte dans la zone. Ainsi, les investissements étrangers dans les dix-huit secteurs inclus dans la « liste négative » feront l'objet d'une approbation administrative, alors que ceux des secteurs hors liste pourront bénéficier du « traitement national en phase de pré-établissement » (准入前国民待遇, *zhunruqian guomin daiyu*) et ne seront plus soumis à un processus d'approbation mais seulement de dépôt de dossiers d'établissement d'entreprises.

de taux de participation et les domaines d'investissement autorisés, selon *Xin shiji*.

Parmi les mesures annoncées, la libéralisation financière est vue comme le point décisif du plan général. Elle comprend des mesures concernant la convertibilité du yuan, la libéralisation des taux d'intérêt, l'utilisation du yuan dans les échanges transfrontaliers et la réforme du système de gestion des devises.

Zhang Xin⁴⁵, directeur adjoint de la Banque populaire de Chine à Shanghai, estime que ces mesures apporteront des bénéfices (« services intégrés », 综合服务, *zonghe fuwu*) pour l'économie réelle. Par exemple, la convertibilité du yuan et son utilisation transfrontalière permettront la libre circulation des capitaux ; la libéralisation des taux d'intérêt permettra aux entreprises d'investir à des prix raisonnables ;

et la réforme du système de gestion des devises s'accompagnera d'une nouvelle méthode de gestion financière. Bien que des mesures détaillées tardent à être annoncées, le plan prévoit dès à présent l'ouverture du secteur financier aux capitaux privés et aux institutions financières internationales, ainsi que l'autorisation, pour les banques chinoises, d'exercer des activités *offshore*.

Face à Shanghai, quelle place pour le Guangdong ?

Bien que prometteuses, les réformes financières envisagées ont suscité l'inquiétude des observateurs du Sud chinois. Lin Jiang⁴⁶, directeur du département des

affaires financières et fiscales de l'université Sun Yat-sen, estime que la zone pilote de Shanghai aura un impact considérable sur la zone de coopération de Qianhai (Shenzhen), car des risques de chevauchement entre les deux zones sont présents, notamment en ce qui concerne l'ouverture des services financiers et la gestion des activités transfrontalières du yuan. Selon une source de Hong-Kong⁴⁷, certains investisseurs auraient différé leur entrée à Qianhai et envisageraient de s'implanter à Shanghai à la place. Taiping Life, l'une des principales compagnies d'assurance-vie chinoises, et Sinopec, le géant chinois de la pétrochimie, qui prévoyaient de créer une société commune de gestion de fonds de pension à Qianhai, sont plus enclines maintenant à développer leur projet dans la zone de Shanghai.

« Au fond, il s'agit de “forcer la réforme par l'ouverture”, l'ouverture n'étant qu'un moyen utilisé pour stimuler les réformes en interne. »

La zone de Shanghai vient donc s'ajouter à d'autres zones pilotes, plus anciennes, et supplanter leur développement. La « zone de coopération spécialisée dans l'industrie des services modernes de Qianhai-Shenzhen-Hong-Kong⁴⁸ » (前海深港现代服务业合作区, *qianhai shengang xiandai fuwu hezuoqu*), par exemple, avait été créée en août 2010 par le Conseil d'État avec pour objectif de resserrer les liens avec Hong-Kong et de tester certaines réformes concernant l'ouverture du secteur financier et la convertibilité du yuan. En 2012, vingt-deux politiques détaillées avaient été élaborées pour soutenir la zone dans son

⁴⁷ Source : Chen Su, « Hong-Kong encore indemne, Qianhai perd déjà du terrain face à Shanghai », *Nanhua zaobao - South China Morning Post*, 1^{er} octobre 2013.

⁴⁸ La zone de Qianhai, couvrant une superficie de 15 km², se situe à l'ouest de Shenzhen et à proximité de Hong-Kong et de Macao.

⁴⁵ Propos recueillis dans le cadre de l'article de *Xin shiji*.

⁴⁶ Dont les propos sont recueillis dans l'article de *Jingji guancha bao*.

exploration des « politiques d'essai encore plus spéciales que la zone économique spéciale » – allant de la finance, à la fiscalité, en passant par le système juridique, les ressources humaines, l'éducation, la santé et les télécommunications. L'innovation financière occupait déjà une place centrale et concernait huit des vingt-deux politiques annoncées. Néanmoins, trois ans après la création de la zone, les réformes financières avaient connu peu de progrès substantiels. D'après un rapport interne du gouvernement municipal de Shenzhen⁴⁹, outre un cadre juridique favorable et certaines incitations fiscales, Qianhai restait nettement défavorisée par rapport à la zone de Shanghai en matière d'infrastructures, d'environnement des investissements et de liberté dans l'élaboration des politiques locales.

Toutefois, beaucoup pensent que les zones de Shanghai et Qianhai ne sont pas nécessairement rivales. Sun Lijian⁵⁰, vice-directeur de l'école d'économie de l'université Fudan, place les deux zones au même rang dans la mesure où toutes deux cherchent à libéraliser les marchés des facteurs de production et à lever le contrôle du gouvernement sur le marché. Wang Jinxia⁵¹, porte-parole du bureau d'administration de Qianhai, explique aussi que Shanghai et Qianhai ont des positionnements très différents : le premier a pour mission principale de devenir un

centre financier international d'ici 2020, qui sera en adéquation avec la puissance économique de la Chine, tandis que le deuxième doit être la vitrine des politiques expérimentales en matière d'ouverture financière. Long Guoqiang⁵², chercheur au centre de recherche pour le développement du Conseil d'État, le cabinet qui a collaboré avec la Banque mondiale pour établir le très libéral rapport *Chine 2030*, indique que la zone pilote de Shanghai fait face à la concurrence internationale et non nationale, et que des régions différentes auront besoin de différents types de zones économiques spéciales. La proximité avec Hong-Kong est donc un atout de taille, que Qianhai est en mesure d'utiliser pour s'intégrer davantage à l'économie hongkongaise. De plus, la ville de Shenzhen dispose d'atouts inégalés, notamment du fait que ses marchés sont plus développés ; elle a entre autres accueilli le développement de nombreuses entreprises privées telles que Huawei, ZTE et Tencent, fleurons de l'économie chinoise.

Plus généralement, l'article du *Jingji guancha bao* pose la question du rôle du Guangdong dans les prochaines « réformes et ouverture » de la Chine, ainsi que de sa position vis-à-vis de Shanghai. Depuis 1978, la province méridionale avait toujours été l'avant-garde de la réforme et de l'ouverture du pays, et avait été choisie pour la mise en place de politiques préférentielles plus souvent que n'importe quelle autre région. Avec le départ de Wang Yang et l'arrivée de Hu Chunhua – beaucoup moins proactif que son prédécesseur – à la tête de la région, le Guangdong semble avoir perdu de son importance dans l'équilibre politico-économique du pays. Le choix de Shanghai pour ériger la première zone

⁴⁹ Source : Li Xuenuo, « Qianhai envisage de joindre ses forces avec Nansha et Hengqin pour établir une zone de libre-échange Guangdong-Hong-Kong-Macao », *Caixin*, 3 octobre 2013.

⁵⁰ Source : Wang Yanchun, « La zone de libre-échange : les secousses de Shanghai », *Caijing*, 11 août 2013.

⁵¹ Source : Yang Hong, « Face à l'attaque de la zone de libre-échange de Shanghai, des experts déconseillent à Qianhai de faire jouer la concurrence pour obtenir des politiques préférentielles », *Zhongguo jingji daobao – China Economic Herald*, 22 août 2013.

⁵² Source : Interview de Long Guoqiang, « La zone de libre-échange de Shanghai s'intègre à la concurrence internationale, et non nationale », *Zhongguo jingji zhoukan – China Economic Weekly*, 17 septembre 2013.

de libre-échange en Chine est sans doute perçu comme un coup de tonnerre pour les autorités du Guangdong. « L'image ouverte du Guangdong est sérieusement compromise », remarque Lin Jiang. Son homologue Zuo Liancun, professeur à l'université des études étrangères du Guangdong, considère que Shanghai a pris le relais du Guangdong pour devenir le nouveau pionnier de la réforme et de l'ouverture.

Cependant, le Guangdong s'évertue à maintenir sa compétitivité et sa position économique. Lors d'un forum financier qui s'est tenu à Shenzhen le 12 octobre 2013⁵³, Tao Peng, directeur du département de la promotion des investissements de Qianhai, a annoncé que le gouvernement provincial s'apprêtait à déposer une demande pour l'établissement d'une (seconde) zone de libre-échange – couvrant le Guangdong, Hong-Kong et Macao, et qui regrouperait en particulier trois zones expérimentales existantes : Qianhai (Shenzhen), Nansha (Guangzhou) et Hengqin (Zhuhai). Cette zone aurait une dimension plus régionale et viserait essentiellement les entreprises de Hong-Kong, se différenciant ainsi de la zone pilote de Shanghai, au profil plus international, et visant principalement les grandes entreprises multinationales.

Pour Lin Jiang⁵⁴, le Guangdong doit s'efforcer de jouer la carte de Hong-Kong : avec davantage de ressources de haute qualité canalisées vers la future zone de libre-échange, Hong-Kong pourrait acquérir de nouvelles opportunités pour développer le secteur des services. Hong-Kong pourrait alors, en retour, assister le Guangdong dans

⁵³ Source : Li Xuenuo, « Qianhai envisage de joindre ses forces à celles de Nansha et Hengqin pour établir une zone de libre-échange Guangdong-Hong-Kong-Macao », *Caixin*, 3 octobre 2013.

⁵⁴ Dont les propos sont recueillis dans l'article du *Yangcheng wanbao*.

l'ajustement de sa structure économique et l'amélioration de la qualité de sa croissance.

Limites de la réforme

Enfin, la réforme a toujours été une guerre entre « l'esprit réformateur des hommes politiques » et « l'inertie des bureaucrates », selon Liu Shenjun. Quel est véritablement le potentiel d'ouverture de la zone de Shanghai ? Le fait que celle-ci soit destinée à devenir, en trois ans, une expérience reproductible à l'échelle nationale, pourrait-il limiter l'ampleur et la profondeur des réformes envisagées ?

Huo Deming, professeur à l'institut national de recherche pour le développement de l'université de Pékin, note par ailleurs que l'ouverture du secteur financier à Shanghai affectera nécessairement le fonctionnement de l'économie dans son ensemble⁵⁵. Il constate le dilemme auquel se heurtent les autorités de régulation financière : d'une part, renoncer à tout contrôle – y compris sur les comptes de capitaux – risque de susciter des activités d'arbitrage et de provoquer l'afflux de capitaux spéculatifs, d'autant plus que les conditions pour libéraliser les taux d'intérêt ne sont pas encore en place – le marché des obligations est immature et le système de garantie de dépôts absent. D'autre part, le secteur financier nourrit le développement des autres secteurs. Ainsi, sans la libre circulation des capitaux il serait difficile d'atteindre l'objectif du libre-échange.

Il faut aussi comprendre la complexité bureaucratique de la réforme. Liu Shenjun rappelle qu'il est clairement indiqué, dans le plan de développement général, que le

⁵⁵ Source : « Un mois après l'inauguration de la zone de libre-échange : blocage en matière de libéralisation financière », *Nanhua zaobao - South China Morning Post*, 29 octobre 2013.

gouvernement municipal de Shanghai doit signaler sans retard au Conseil d'État « tout problème majeur pendant la mise en œuvre du plan », ce qui laisse entrevoir les coûts de coordination et de temps pour mettre en place les mesures prévues. Ma Yu, directeur du département de l'IDE à l'institut de recherche du ministère du Commerce, fait écho à ces propos et considère que les gouvernements locaux ne sont pas en mesure de coordonner les politiques des divers ministères de Pékin⁵⁶. À son avis, la réforme doit aujourd'hui adopter une approche « top-down » (顶层设计, *dingceng sheji*) à travers l'établissement d'une institution qui supervisera l'ensemble des réformes au programme. La décision prise au III^e Plénum du XVIII^e Congrès du PCC, qui consiste à créer un comité de pilotage au niveau central pour concevoir, coordonner et superviser l'ensemble des réformes semble clairement indiquer des progrès dans ce sens.

⁵⁶ Source : Ma Yu, « L'élaboration des politiques de la zone de libre-échange de Shanghai a besoin d'une conception top-down prenant en compte la situation d'ensemble », *Nanfang dushibao - Southern Metropolis Daily*, 14 octobre 2013.



6. La Chine pourrait se joindre au TPP

ABIGAËL VASSELIER

SOURCES :

- Groupe de travail du département des finances de la Banque populaire de Chine⁵⁷, « Le choix stratégique de la Chine face au TPP », *Caijing*, 7 octobre 2013.
- He Fan⁵⁸ et Yang Panpan⁵⁹, « La Chine ne devrait pas être absente du TPP », *Financial Times (version chinoise)*, 18 juin 2013.
- Entretien avec Long Yongtu⁶⁰, « La transformation ne doit pas conduire à la disparition du secteur manufacturier », *Caijing*, 8 octobre 2012.
- Li Zengxin⁶¹, « Rencontre sur l'intégration

⁵⁷ Groupe de travail rassemblant Mo Wangui, Yuan Jia, Xiao Yi, Lu Kongbiao, Ding Pan et Yu Ming.

⁵⁸ Directeur adjoint de l'institut sur l'économie mondiale et la politique de l'Académie chinoise des sciences sociales (CASS).

⁵⁹ Chercheur à la division macro-économie globale à l'institut sur l'économie mondiale et la politique de la CASS.

⁶⁰ Secrétaire général du Forum de Boao pour l'Asie, directeur du centre de recherche sur le G20 de Tianjin, ancien négociateur pour l'adhésion de la Chine à l'OMC.

⁶¹ Directeur adjoint du bureau des informations internationales de Caixin.

économique en Asie-Pacifique », *Xin shiji*, 14 octobre 2013.

- Liu Zhirong⁶², « Comment la Chine répond-elle au TPP ? », *Aisixiang*, 12 février 2013.

- Zhang Yuanan⁶³, « Pourquoi ne pas saisir l'opportunité du TPP ? », *Xin shiji*, 21 octobre 2013.

- Zheng Yongnian⁶⁴, « Le TPP s'invite dans les perspectives des relations sino-américaines », *Lianhe zaobao wang*, 6 juin 2013.

En 2003, Singapour, la Nouvelle-Zélande et le Chili (P3) s'engageaient dans des négociations en vue de la conclusion d'un accord de libre-échange intitulé Trans-Pacific Partnership (TPP). De nouveaux membres ont progressivement rejoint les négociations, dont les États-Unis en 2009. Lors du récent sommet de l'APEC, début octobre 2013, le secrétaire d'Etat John Kerry a annoncé que Washington espérait que le TPP serait bientôt signé et entrerait en vigueur d'ici la fin de l'année 2013.

Les douze États actuellement négociateurs de ce traité⁶⁵ représentent 40 % de l'économie mondiale et un tiers des échanges mondiaux. C'est pourquoi Washington n'hésite pas, selon Zhang Yuanan, à qualifier le TPP d'« accord commercial du XXI^e siècle ». L'auteur précise que cette appellation se justifie par le caractère à la fois classique et novateur de cet accord, mariant libre-échange traditionnel et exigences importantes dans les domaines des conditions de travail, des entreprises et des marchés publics, ainsi que de la protection de l'environnement et du droit de la propriété intellectuelle.

⁶² Journaliste indépendant.

⁶³ Journaliste à *Caixin*.

⁶⁴ Directeur de l'East Asian Institute de l'université nationale de Singapour.

⁶⁵ Ces États sont l'Australie, le Brunei, le Chili, le Canada, le Japon, la Malaisie, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, le Pérou, Singapour, les États-Unis, et le Vietnam.

Les discussions autour du TPP – lequel vient se superposer à un enchevêtrement d'anciens accords⁶⁶ – se sont avérées délicates en raison de l'existence, au sein du groupe de négociateurs, de pays défendant des stratégies économiques et des intérêts nationaux divergents. Cet accord questionne par ailleurs la souveraineté des États dans certains domaines sensibles. Le groupe de travail du département des finances de la Banque populaire de Chine (BPC) souligne que l'avenir des négociations dépendra des compromis réalisés sur les questions d'intérêt national et de souveraineté.

Face aux enjeux et problématiques entourant le TPP, Pékin a tardé à se positionner officiellement. Finalement, le 30 mai 2013, le porte-parole du ministère du Commerce, Shen Danyang, a annoncé que la Chine allait étudier les avantages et les inconvénients d'une adhésion chinoise au TPP. Cette analyse servira de base pour savoir si Pékin doit ou non s'engager également dans les négociations.

Les articles que nous avons sélectionnés ici nous permettent dès à présent de mieux comprendre quels sont les enjeux d'une participation – ou d'une non-participation – de la Chine au TPP. De manière unanime, mais avec différentes pistes de réflexion, les auteurs des différents articles appellent Pékin à adhérer à cette zone de libre-échange.

L'évaluation de l'impact du TPP

Le groupe de travail du département des finances de la BPC a réalisé une évaluation des effets potentiels du TPP sur l'économie chinoise en cas d'adhésion. Selon ce rapport, les mesures qui entreront en vigueur en cas d'adhésion pourraient avoir certains effets négatifs sur l'économie chinoise. Par exemple,

⁶⁶ La régionalisation des économies asiatiques a multiplié les accords bilatéraux et multilatéraux de libre-échange et de commerce préférentiel.

si Pékin participe au TPP, les entreprises chinoises pourraient pâtir de la baisse des droits de douane entérinée par l'accord. Les entreprises d'État seraient également soumises à des contraintes liées à la « politique de concurrence loyale » (公平竞争政策, *gongping jingzheng zhence*) imposée par l'accord, laquelle limite le soutien financier et les subventions qui peuvent être accordées aux entreprises publiques par les États signataires. Par ailleurs, la libéralisation de l'industrie des services, notamment financiers, aura pour effet de soumettre le secteur tertiaire chinois à une forte pression concurrentielle. De plus, le contrôle du pays sur les investissements étrangers sera restreint par de nouvelles normes. Enfin, de nouvelles exigences viseront également les droits de propriété intellectuelle. En vertu de ces exigences, la Chine devra améliorer la protection des brevets étrangers sur son territoire.

Les auteurs relativisent néanmoins les effets négatifs de l'adhésion de la Chine au TPP en expliquant que la réforme des marchés financiers et la réduction des situations de monopoles dans le pays devraient s'accélérer grâce à ces nouvelles normes. En outre, la baisse des droits de douane accroîtrait la compétitivité des produits chinois à l'export et baisserait le coût des importations.

Selon le groupe de travail de la BPC, les avantages que la Chine pourrait tirer du TPP devraient encourager Pékin à participer aux négociations. Dans une interview au journal *Caijing*, Long Yongtu explique que l'économie mondiale s'est déplacée vers l'Est. L'accord du TPP est donc l'occasion, pour Pékin, de participer à ce recentrage des flux commerciaux mondiaux et de viser les marchés émergents pour exporter ses produits. Ce double objectif montre également qu'une accélération de l'intégration régionale permettrait à la Chine de répondre aux changements économiques mondiaux.

Selon Wang Yong⁶⁷, directeur du centre de recherche sur l'économie politique à l'université de Pékin, le changement de position du gouvernement concernant le TPP en mai 2013 est directement lié au ralentissement et à la réforme économiques en cours. L'« ouverture » (开放, *kaifang*) de l'économie chinoise, moteur du développement économique du pays, doit être alimentée par des règles de commerce international plus exigeantes. He Fan et Yang Panpan expliquent que l'entrée de la Chine à l'OMC avait déjà accéléré le processus de réforme économique dans le pays. L'adhésion de la Chine au TPP permettrait également de moderniser l'économie chinoise, d'améliorer le système des échanges commerciaux internationaux et d'accroître les investissements chinois à l'étranger, à travers la réduction des barrières protectionnistes. Le groupe note également que l'adhésion de la Chine au TPP faciliterait l'intégration des normes internationales dans son propre système normatif.

Les risques d'une politique attentiste

Alors que les États négociateurs du TPP ont déjà participé à vingt sessions⁶⁸ de négociations, la Chine n'a encore jamais pris part aux discussions, ce qui complique son implication. Zhang Yunling⁶⁹, directeur des études internationales à l'Académie chinoise des sciences sociales, souligne qu'il reste peu d'éléments à négocier. En outre, les exigences relatives aux normes déjà négociées appellent à un ajustement majeur et rapide de la part de Pékin. Or, Wang Yong prévoit que la Chine aura des difficultés à s'adapter à ces normes avant la fin des négociations.

⁶⁷ Cité dans l'article de Zhang Yuanan.

⁶⁸ La 20^e session de négociations s'est tenue à Bali en octobre 2013.

⁶⁹ Cité dans l'article de Zhang Yuanan.

Selon Li Zhirong, si la Chine prend part au processus, elle doit le faire rapidement, car le prix à payer sera proportionnel à son retard. Néanmoins, il encourage une participation chinoise, arguant que, en cas d'absence, la Chine souffrira d'un effet de détournement des échanges vers la nouvelle zone de libre-échange. Le pays aura également des difficultés à se positionner dans les négociations dans d'autres domaines avec les pays membres. Le groupe de travail de la BPC rejoint sur ce point Li Zhirong. Selon celui-ci, l'exclusion de la Chine du processus d'élaboration normatif affectera l'intégration économique chinoise en Asie. Ces constatations tendent à remettre en question la politique attentiste de Pékin.

« L'adhésion de la Chine au TPP permettrait également de moderniser l'économie chinoise. »

Pourquoi une telle hésitation ?

Dix ans après le lancement des négociations relatives au TPP, la Chine déclare réfléchir aux avantages et aux inconvénients induits par sa participation. Liu Zhirong explique que ce retard est l'objet d'un malentendu. Pékin déclare ne pas avoir été invité aux négociations. Les États-Unis affirment pour leur part que la Chine n'a pas souhaité participer à ces discussions. Quelle que soit la cause du retard chinois, celui-ci explique aujourd'hui pourquoi la Chine a des difficultés à entrer dans le jeu de ces négociations. Selon Jeffrey Schott⁷⁰, chercheur à l'institut Peterson sur l'économie internationale, les négociations de l'accord approchant de leur conclusion, l'adhésion de nouveaux membres pourrait s'avérer difficile. Cet argument a conduit Tim Groser, ministre du Commerce de Nouvelle-Zélande, à déclarer en octobre 2013 que la Chine ne se joindrait probablement pas aux négociations du TPP,

mais devra envisager une autre voie pour participer à cette zone.

Le manque de réactivité chinoise s'explique par des obstacles endogènes et exogènes à la situation. D'une part, l'adaptation à des normes et à des exigences élevées appelle des réformes structurelles. Par exemple, l'adhésion au TPP implique que plus de 500 entreprises étatiques ajustent leur modèle de financement⁷¹, selon Zhang Yuanan. Par ailleurs, la Chine devra faire des compromis et des concessions sur certaines questions de politique intérieure. En effet, comme le soulignent He Fan et Yang Panpan, le TPP limite la souveraineté des États dans certains domaines. Par exemple, le Japon enregistre aujourd'hui de grandes pertes liées à la libéralisation des produits agricoles. C'est un problème auquel la Chine pourrait elle aussi être confrontée.

D'autre part, la position des États-Unis est à ce jour une question fondamentale. Comme le démontrent Long Yongtu et Liu Zhirong, le barycentre économique mondial se déplace vers l'Est et la politique extérieure américaine s'est adaptée à ce changement. Zheng Yongnian explique que la doctrine du « pivot vers l'Asie » (重返亚洲, *chongfan yazhou*) répond à une stratégie de *containment* militaire et économique de la Chine par Washington. Et, selon Zhang Yuanan, le TPP est une arme économique dans la compétition sino-américaine. Cela explique pourquoi la Chine a immédiatement considéré ce traité

⁷¹ L'une des mesures controversées pour de nombreux États négociateurs, notamment le Vietnam et Singapour, est la réduction du traitement préférentiel des entreprises d'État à travers des subventions et des prêts à taux préférentiels.

⁷⁰ Cité dans l'article de Zhang Yuanan.

comme un accord hostile. Long Yongtu confie ainsi que c'est une « mentalité de guerre froide » (冷战思维, *lengzhan siwei*) qui a émergé entre la Chine et les États-Unis sur le TPP. He Fan et Yang Panpan citent le rapport du Congrès américain publié en mars 2013 sur le sujet, lequel souligne que cet accord est une initiative de Washington, à l'inverse du traité bilatéral sino-américain sur les investissements (BIT) dans le cadre duquel les États-Unis et la Chine négocient sur une base égalitaire. Le positionnement américain dans le cadre de ces deux traités explique que Pékin considère le BIT comme une priorité et le TPP comme un accord complémentaire à ce dernier.

Enfin, les relations de la Chine avec les autres pays de la région, construites autour d'une histoire commune et de différends importants, restent tendues. Long Yongtu compare l'Europe avec l'Asie et questionne la capacité de la seconde à mettre ses griefs historiques de côté. À travers son expérience, il dénonce le manque de confiance politique mutuelle et de solidarité, essentiels à la construction d'un ensemble économique régional.

Des changements à venir

Depuis mai 2013, Pékin a changé d'avis sur le TPP. Ce revirement s'inscrit dans un changement de sa politique extérieure à l'égard des États-Unis. Hu Jintao puis Xi Jinping ont appelé Washington à sortir des relations traditionnelles de compétition. Même si cela semble difficile, Zheng Yongnian confie que ce changement de trajectoire pourrait permettre à la Chine de participer aux négociations sur le TPP. Utilisant les postulats du libéralisme, il démontre que les interdépendances sino-américaines mettront un terme à « la mentalité de guerre froide » qui caractérise encore aujourd'hui les relations entre les deux pays. Elles guideront ainsi la coopération sino-américaine au sein du TPP.

He Fan et Yang Panpan expliquent que les futurs membres du TPP changent progressivement de point de vue sur l'adhésion de la Chine à l'accord. Si l'objectif initial semblait être d'exclure et de contenir la Chine à travers un accord dominé par les États-Unis, les États participants sont également conscients de la position économique chinoise. Une exclusion totale de la deuxième économie mondiale affaiblirait les marchés d'importations et d'exportations de ces pays. Liu Zhirong prévoit que, même si la Chine ne participe pas aux négociations avant la fin 2013, les États membres se trouveront dans la nécessité d'inviter Pékin à y prendre part dans un futur proche.

Selon Zheng Yongnian, les États-Unis changent eux aussi progressivement leur stratégie. Les conséquences d'un accord excluant la Chine, pays d'assemblage de nombreux produits, sont problématiques. En outre, l'existence de normes exigeantes, permettant une exclusion de fait de la Chine, menace également l'adhésion de futurs États membres. Les difficultés du Vietnam à mettre en œuvre les nouvelles normes relatives aux entreprises remettent en question les niveaux d'exigence imposés par le TPP. Les deux raisons évoquées ci-dessus expliquent le changement de position de Washington.

L'urgence d'une implication de Pékin

Les effets positifs pour la Chine d'une participation au TPP et les risques encourus si Pékin poursuit sa politique attentiste montrent l'urgence qu'il y a à participer aux négociations. Un certain nombre d'obstacles limitent la participation chinoise. Toutefois, au regard des changements de mentalité observés, la Chine devrait rejoindre rapidement cette zone de libre-échange. La prise de conscience de l'urgence qu'il y a à prendre une telle décision est centrale

puisque le temps qui passe affecte le poids de Pékin dans les négociations et son rôle futur au sein de la zone.



7. Quel avenir pour le *Made in China* ?

AGATHA KRATZ ET LIN SUN

SOURCES :

- Hu Weijia⁷², « *Made in China* : réorganiser la chaîne de valeur commerciale », *Caijing*, 10 mars 2013.
- Xu An⁷³ et Wang Yu⁷⁴, « Soutenir une industrie manufacturière moderne : favoriser l'innovation scientifique et les évolutions bénéfiques », *Caijing*, 8 avril 2013.
- Jin Yan⁷⁵, « Le retour du *Made in the USA* », *Caijing*, 7 avril 2013.
- Entretien avec Long Yongtu⁷⁶, « La transformation ne doit pas conduire à la disparition du secteur manufacturier », *Caijing*, 8 octobre 2012.

En mars 2013, bien avant la tenue du III^e Plenum du XVIII^e Congrès du PCC, *Caijing* avait consacré une série d'articles à

⁷² Journaliste à *Caijing*.

⁷³ Journaliste à *Caijing*, envoyé spécial à Chicago.

⁷⁴ Journaliste à *Caijing*.

⁷⁵ Journaliste à *Caijing*, envoyé spécial à Washington.

⁷⁶ Secrétaire général du Forum de Boao pour l'Asie, directeur du centre de recherche sur le G20 de Tianjin, ancien négociateur pour l'adhésion de la Chine à l'OMC.

la renaissance de l'industrie manufacturière américaine, pour en expliquer l'ampleur, les raisons et les mécanismes. En filigrane, ces articles abordaient la question qui inquiète de plus en plus certains économistes chinois : qu'arrivera-t-il à l'économie chinoise lorsque ses coûts de production auront tant augmenté que son industrie manufacturière ne sera plus compétitive ?

Cette préoccupation paraît partagée par les autorités économiques chinoises. Les annonces post-plénum font état d'efforts importants déployés dans le futur pour promouvoir l'innovation technologique. En effet, nombreux sont les économistes convaincus que l'avenir de l'industrie manufacturière chinoise se trouve dans les industries de haute technologie. Le secteur tertiaire a également fait l'objet d'un regain d'attention. Et si les prochains gisements de croissance se trouvaient dans l'« industrie » des services ? Quel serait alors l'avenir du *Made in China* ? Et comment la Chine pourra-t-elle préserver son tissu industriel, et éviter de subir le scénario américain des années 1970 à 2000 ?

Notre sélection d'articles tente d'apporter des réponses à ces questions cruciales, à deux niveaux. Le premier se concentre sur les politiques publiques. En observant le modèle de reprise américain, les auteurs formulent indirectement une série de recommandations pour les autorités économiques chinoises. Le second est d'ordre commercial. Pour préserver son industrie, la Chine doit repenser son positionnement dans la chaîne de valeur internationale.

Orientations internes : soutenir l'industrie manufacturière

Pour comprendre la reprise manufacturière américaine, Xu An et Wang Yu, tous deux journalistes à *Cajjing*, se sont rendus à

Chicago, dans le Midwest, région qui porte les stigmates de la violente désindustrialisation des années 1980. Il y a trente ans, les industries de l'acier, du fer et de l'automobile s'y sont effondrées, laissant un tissu industriel en friche et un taux de chômage exceptionnel.

Selon les journalistes, l'industrie manufacturière américaine a principalement eu à pâtir d'une augmentation de ses coûts de production et d'une concurrence internationale accrue. Le développement des nouvelles technologies de l'information a érodé l'avantage compétitif de la plupart des entreprises, les obligeant à délocaliser leur production, puis leurs centres de R&D, hors du territoire américain. C'est pourquoi, de 1979 à 2010, l'emploi manufacturier américain s'est écroulé, passant de 194 millions à 115 millions de postes.

Une reprise récente et rapide

Mais, comme le rapporte Jin Yan, également journaliste à *Cajjing* et envoyé pour sa part en Caroline du Sud, cette tendance s'est récemment inversée. La reprise manufacturière américaine s'est traduite par un PMI⁷⁷ et un IPI⁷⁸ en hausse au premier trimestre 2013, ainsi que par une augmentation constante de la productivité du travail, permettant au secteur manufacturier de créer en deux ans près de 500 000 emplois sur le territoire américain, malgré des coûts de production encore élevés⁷⁹. La croissance

⁷⁷ Le « Purchasing Managers Index » (PMI) est un indicateur de la santé économique du secteur manufacturier. Il est calculé sur la base de cinq indicateurs principaux : les nouvelles commandes, les niveaux de stock, la production, les livraisons des fournisseurs et l'environnement en termes d'emploi.

⁷⁸ L'« Industrial Production index » (IPI) est un indicateur économique publié tous les mois par la Fed. Cet indicateur mesure la production des secteurs manufacturier, minier, électrique et gazier.

⁷⁹ Jin Yan note par exemple que le niveau de charges sociales aux États-Unis est le 2^e plus élevé de l'OCDE

a été tirée par les secteurs des matériaux high-tech, des sciences de l'énergie, des technologies de l'information ou encore de l'aéronautique. Enfin, certaines entreprises américaines et étrangères ont choisi de se « relocaliser » aux États-Unis. Parmi elles, BMW/SLG, Ikea, Apple ou Michelin. L'un des leviers de ce return to America a été la stratégie volontariste de « remanufacturing » (美国“再工业化”战略, *meiguo “zaigongyehua” zhanlüe*) du gouvernement américain, efficacement relayée au niveau local.

L'exemple de la Caroline du Sud

Jin Yang décrit dans son article l'exemple de la Caroline du Sud et de son « modèle de développement » (南卡州的经济發展軌迹, *nankazhou de jingji fazhan guiji*). Frappée comme beaucoup d'autres États américains par une vague de délocalisation de son industrie (textile notamment) vers les pays d'Asie dans les années 1980-90, la Caroline du Sud a lancé une campagne de revitalisation de son industrie textile, en se focalisant sur la production de matériaux high-tech. Ces mesures incitatives lui ont permis d'attirer un nombre important d'investissements dans le secteur du textile, mais aussi dans l'automobile (BMW, pour 100 millions de dollar), le pneumatique (2 milliards de dollar investis par Michelin en trois ans) ou l'aéronautique (usine d'assemblage Boeing). L'État a même accueilli des investissements chinois dans le secteur manufacturier, pour la production de 8 millions de pneus par an.

Les leviers de la reprise : une leçon pour la Chine

Les journalistes de *Caijing* estiment que l'on peut tirer de l'exemple de la reprise manufacturière américaine d'éventuelles

pistes pour la préservation du tissu manufacturier chinois.

Xu An et Wang Yu notent que cette reprise est notamment le fruit de politiques lancées par l'administration Obama. Près d'un milliard de dollars ont été investis dans le National Network of Manufacturing Innovation, pour financer des projets innovants dans la branche manufacturière, des formations spécialisées et des incubateurs industriels.

Une stratégie comparable de soutien à l'industrie manufacturière est déjà partiellement à l'œuvre en Chine. Cependant, notent les auteurs, l'atout américain est le lien étroit entre les projets publics – incubateurs, nouvelles universités – et le secteur privé. Les autorités américaines s'assurent ainsi que les fonds mobilisés sont déployés de façon efficace et que les investissements en projets et formations auraient un impact direct sur la performance industrielle.

Les auteurs notent également que la reprise américaine est tirée presque exclusivement par les industries de haute technologie (textile high-tech, aéronautique, énergies nouvelles, etc.), requérant un personnel fortement qualifié que les autorités ont tenté d'attirer par des actions de revalorisation de l'activité industrielle et manufacturière, secteur peu prisé depuis les années 1980. Ici aussi, l'analogie avec l'actualité chinoise est perceptible. En effet, la Chine connaît aujourd'hui un accroissement du chômage des jeunes, qui délaissent de plus en plus les formations techniques - qui offrent pourtant des débouchés intéressants - au profit d'études en sciences humaines ou sociales, qualifiant pour des emplois de services ou dans la fonction publique⁸⁰.

après la France, tout comme la taxe sur les profits des entreprises (après le Japon).

⁸⁰ Agatha Kratz, « Aux origines du chômage des jeunes diplômés : crise conjoncturelle ou facteurs structurels ? », *China Analysis*, n° 44, août 2013.

Jin Yan note enfin que l'investissement massif en infrastructures par la Caroline du Sud joue un rôle crucial dans le dynamisme retrouvé du secteur manufacturier local. L'efficacité logistique des entreprises de cet État s'améliore, ce qui leur offre des débouchés supplémentaires.

Jin Yan conclut prudemment en rappelant que la reprise manufacturière américaine en est seulement à ses débuts, et qu'il reste à voir si elle se consolidera dans les années à venir. La Chine n'a pas encore perdu son avantage comparatif, et devrait conserver sa place de leader dans le secteur manufacturier mondial. Néanmoins, l'auteur admet que la reprise américaine a de solides chances de se pérenniser, grâce au niveau de formation du personnel, à la qualité des infrastructures de transport et d'éducation, mais aussi à une baisse prévisible des coûts de l'énergie grâce à l'exploitation du gaz de schiste. Cette perspective favorable est ressentie par les investisseurs chinois, qui ont multiplié ces dernières années leurs engagements financiers dans l'industrie manufacturière américaine.

Orientations externes : revoir le positionnement commercial chinois

Le second niveau de recommandations est essentiellement commercial. Pour garder son *leadership* industriel, la Chine doit nécessairement réétudier son rôle et sa position dans la chaîne de valeur internationale.

Le pays doit se recentrer prioritairement sur l'Asie, explique Long Yongtu, car la demande occidentale est devenue atone, sans réelles perspectives de redémarrage à court terme.

Par contre, la demande asiatique est en forte croissance et le centre de gravité de l'économie mondiale semble se déplacer vers l'Est. Cette situation offre à la Chine de nombreuses opportunités de diversification de ses débouchés.

Le secteur à l'export doit rester le pilier de la vitalité manufacturière chinoise, mais ses caractéristiques doivent évoluer.

« Le secteur à l'export doit rester le pilier de la vitalité manufacturière chinoise, mais ses caractéristiques doivent évoluer. »

Selon Long Yongtu, la transformation industrielle qui pérenniserait la position du pays sur le marché mondial passe par l'accroissement de la qualité des productions de base et par un investissement accru dans les secteurs à plus forte valeur ajoutée. En particulier, les entreprises doivent dépasser leur statut actuel d'assembleur, de

sous-traitant ou de transformateur pour devenir des fabricants à part entière dans le commerce international.

Cette tendance est déjà en marche, selon Hu Weijia. Le retrait, ces deux dernières années, de certaines multinationales (Adidas et Ikea sont les exemples les plus frappants) du marché chinois, ont placé les entreprises chinoises devant la nécessité d'expérimenter avant l'heure la « désintermédiation » commerciale (脱媒, *tuo mei*). Dans son article, le journaliste de *Cajing* décrit comment ces sociétés ont internalisé et développé les fonctions de marketing, logistique et distribution, notamment grâce aux outils Internet.

Déjà fortes d'une production de qualité et d'un très bon niveau technologique, ces entreprises ont saisi l'occasion pour développer leur propre marque sur le marché international. Obligées de chercher leurs propres débouchés pour compenser le

départ de leurs clients traditionnels, elles ont appris à traiter directement leurs opérations avec des clients finaux à l'international, et construit *ex nihilo* des relations d'affaires intégrales. Les opportunités induites ont été l'amélioration de l'image et de la notoriété de la société, la personnalisation des produits et des services, l'accroissement de la valeur ajoutée et la conquête de nouvelles parts de marché.

Certaines entreprises chinoises ont choisi d'investir dans leur propre réseau de commercialisation à l'international : elles se sont engagées dans des projets de centres commerciaux (quinze projets sont actuellement financés par des entrepreneurs wenzhounais) ou ont acquis des show-rooms à l'étranger, pour maîtriser l'ensemble de la chaîne de distribution. D'autres sociétés ont fait le pari d'Internet, de l'e-commerce et du marketing en ligne, pour se passer de toute intermédiation. Selon le ministère du Commerce, pas moins de 27 000 entreprises chinoises ont investi à l'étranger en 2013. Selon le ministre assistant du Commerce, Zhong Shan, ces nouveaux canaux de distribution et de communication sont de nature à pérenniser le *Made in China*.

Cette désintermédiation a permis à un certain nombre de sociétés chinoises d'accroître leurs marges de profits, tout en bénéficiant des primes à l'export du gouvernement chinois. À l'inverse, l'intégration parfois désordonnée des circuits de distribution a également pesé sur les comptes des entreprises, qui ont dû autofinancer leurs nouvelles structures de distribution, se lançant parfois dans l'inconnu et sans expérience. Il en a résulté une perte de leur pouvoir de négociation face aux acheteurs finaux.

Pour pallier ces risques, des projets de collaboration entre entreprises exportatrices ont vu le jour pour mettre en commun certaines

opérations de production et de distribution. Celles-ci ont notamment constitué des « bases modèles de modernisation du commerce d'assemblage » (外贸转型升级示范基地, *waimao zhuanxing shengji shifan jidi*), sous le patronage du ministère du Commerce, pour grouper leurs expéditions, mutualiser les coûts de transport, créer des plateformes logistiques en Europe ou optimiser les canaux de marketing et de distribution. Ces initiatives sont principalement le fait d'entreprises privées, désormais majoritaires à l'export et principaux moteurs de croissance des exportations chinoises.

Pour pérenniser ce mouvement et accroître son efficacité, l'auteur en appelle à des mesures publiques : un soutien à l'innovation pour améliorer la qualité des produits exportés et, surtout, une facilitation des transactions de change pour les échanges commerciaux et pour les investissements à l'étranger. Enfin, l'auteur conclut en encourageant une participation active de la Chine dans les nouveaux accords de libre-échange en négociation, et notamment au sein du TPP. Un tel engagement permettrait à la Chine de s'assurer qu'elle gardera et consolidera sa place au sein de l'architecture commerciale en Asie Pacifique.

- Wang Kai⁸⁷, « La fable de la rivière des Perles », *Caijing*, 7 octobre 2013.

8. La réforme de la finance rurale

MARIE-HÉLÈNE SCHWOOB

SOURCES :

- Guan Guifeng, Lu Hanqing, Yan Xiangling, Wang Meng⁸¹, « Suivi de la feuille de route de la réforme de la finance rurale », *Banyuetan*, 2012, n° 23.
- Zhang Jianhua⁸², « L'émergence du modèle de Lishui », *Caijing*, 11 novembre 2012.
- Tang Min⁸³, « Pour une finance rurale plus inclusive », *Caijing*, 11 novembre 2012.
- Wang Peicheng⁸⁴, « La finance rurale : détruire pour reconstruire », *Caijing*, 20 novembre 2012.
- Jiao Jian⁸⁵, « La finance rurale coopérative en attente de soutien », *Caijing*, 27 janvier 2013.
- Lu Lei⁸⁶, « Nouvelles pensées sur la réforme de la finance rurale », *Xin shiji*, 17 décembre 2012.

Depuis le début des transformations de l'économie chinoise, à la fin des années 1970, les écarts entre villes et campagnes n'ont cessé de se creuser. Ces dernières, laissées à la marge des progrès économiques qu'a connus le pays, menacent de se transformer en foyers d'instabilité sociale. Cette perspective est devenue un sérieux sujet de préoccupation pour le gouvernement central. Malgré le nouvel élan qu'ont connu les politiques de développement rural au cours des années 2000⁸⁸, les écarts persistent entre villes et campagnes, notamment en matière d'accès au crédit. D'après Wang Peicheng, la finance rurale devrait pourtant être au cœur de la réforme de l'économie rurale car elle constitue un outil privilégié de réduction des disparités économiques. Également pour Zhang Jianhua, le crédit est une ressource clé du développement rural. Selon ce dernier, la Chine n'a pas encore connu d'industrialisation de son agriculture, contrairement à d'autres pays. L'auteur souligne cependant qu'une main-d'œuvre nombreuse a d'ores et déjà quitté les campagnes pour rejoindre les villes et que d'importantes transformations s'imposent aujourd'hui pour achever la transformation du secteur agricole selon

⁸⁷ Wang Kai est journaliste à *Caijing*.

⁸⁸ En 2004, le document n° 1 instaure la politique du *sannong* (三农, « trois problèmes ruraux »). Celle-ci vise à la fois à développer l'agriculture, construire un nouvel espace rural – notamment en mettant à niveau les infrastructures – et améliorer les conditions de vie des ruraux, en les rapprochant de celles des urbains – notamment en matière d'accès à l'éducation, à la protection sociale et aux systèmes de santé. Les documents n° 1 se sont, depuis lors, toujours attachés à considérer de près la nécessité de promouvoir le développement rural (note : le « document n° 1 » est le premier document publié chaque année par le Comité central du Parti et le Conseil d'État. Il donne généralement le ton des grandes priorités pour l'année à venir.)

⁸¹ Guan Guifeng, Lu Hanqing, Yan Xiangling et Wang Meng sont journalistes au magazine *Banyuetan*.

⁸² Zhang Jianhua est journaliste à *Caijing*.

⁸³ Tang Min est conseiller auprès du Conseil d'État et vice-président du conseil de la Fondation pour l'entreprenariat social Youcheng.

⁸⁴ Wang Peicheng est journaliste à *Caijing*.

⁸⁵ Jiao Jian est journaliste à *Caijing*.

⁸⁶ Lu Lei est directeur de l'institut des finances du Guangdong.

les principes de l'économie de marché, notamment à travers la restructuration des droits de propriété, et l'amélioration de l'accès aux technologies et au capital.

Selon Wang Peicheng, c'est à la suite de la réforme des grandes banques nationales, dans les années 1990, que les réseaux de services financiers ont commencé à se détourner des milieux ruraux et qu'est apparu un « système bancaire dual villes-campagnes » (城乡二元金融格局, *chengxiang eryuan jinrong geju*).

Depuis le milieu des années 2000, la nature des sujets abordés lors des réunions du Conseil d'État et dans les « documents n° 1 » démontre une prise de conscience de l'aggravation de la situation : l'importance que revêt la réforme du système financier rural est régulièrement mise en avant. En 2008, le gouvernement central a publié des demandes spécifiques pour la réforme des institutions bancaires rurales, insistant notamment sur la nécessité de moderniser ces dernières, d'assouplir les conditions d'accès au crédit ou encore d'accélérer la construction de systèmes mixtes comprenant à la fois la finance commerciale, la finance coopérative et la finance gouvernementale.

Wang Peicheng souligne, que malgré ces tentatives de réforme, en 2009, seules 32 % des familles rurales avaient accès au crédit. L'auteur ajoute que, parmi les foyers au sein desquels existait un réel besoin de financement, 40 % n'avaient pas accès aux prêts bancaires. Enfin, pour les petites et moyennes entreprises rurales, les problèmes

d'accès au crédit étaient encore légion.

Les auteurs des articles de *Caijing* (numéro de novembre) et de *Banyuetan* ont analysé les résultats de différentes expériences pilotes de réforme de la finance rurale récemment conduites par le gouvernement. Ces projets ont permis la mise en place de technologies de couverture financière (distributeurs automatiques, points de vente et systèmes de paiement par téléphone) ; mais l'article de *Banyuetan* souligne que, en dépit de ces avancées techniques, les crédits étaient encore difficiles à obtenir.

« D'importantes transformations s'imposent aujourd'hui pour achever la transformation du secteur agricole selon les principes de l'économie de marché, notamment à travers l'accès au capital. »

Pour les auteurs de *Caijing*, l'un des principaux obstacles au crédit rural est le manque de garanties pour les emprunteurs, notamment pour les paysans. Jiao Jian précise que les droits d'usage des terres rurales – qui restent sous un régime de propriété collective – ne peuvent être hypothéqués, ce qui restreint la possibilité, pour les ruraux, de présenter un collatéral lors de demandes de prêts.

L'une des façons de pallier ce problème pourrait être, comme le propose Jiao Jian, la mise en place par le gouvernement d'un fonds de couverture des risques⁸⁹, lequel permettrait de rassurer les banques commerciales et de leur offrir des garanties supplémentaires.

Une autre solution pourrait être la création de systèmes d'assurances pour les emprunteurs

⁸⁹ Dans ce cas de figure, l'État créerait des fonds spéciaux destinés à couvrir les risques liés à ces emprunts. Ainsi, en cas de non-recouvrement des prêts, les banques pourraient demander à l'État de couvrir, en partie au moins, les pertes encourues.

ruraux. L'État, nous dit Tang Min, pourrait prendre en charge la création et la gestion de ces institutions d'assurance agricole, à but non lucratif. Pour Wen Tiejun, directeur de l'institut de développement rural et agricole de l'université du peuple de Pékin, l'établissement de systèmes d'assurance, bien que nécessaire, requiert cependant une coordination – difficile à mettre en œuvre à l'heure actuelle – avec les instances de supervision de la banque et de l'assurance.

Certaines régions expérimentent pour leur part des systèmes innovants d'évaluation des emprunteurs, reposant sur la collecte d'informations pertinentes et la constitution de bases de données sur les foyers ruraux. Ces bases de données permettraient de contourner le système de garanties pour les prêts à faibles montants, mais elles s'avèrent difficiles à mettre en place en pratique, car elles impliquent des coûts prohibitifs, notamment dus à l'éclatement géographique des foyers concernés.

Pour Tang Min, conseiller auprès du Conseil d'État, le problème principal du crédit en milieu rural réside dans son manque de rentabilité. Le microcrédit à destination des petits agriculteurs n'est pas avantageux en comparaison des prêts accordés aux grandes entreprises agricoles. C'est pourquoi, dans un contexte où le volume des crédits et les ressources humaines dédiées est limité, les prêts accordés aux paysans sont nécessairement restreints.

Pour Tang Min, comme pour les auteurs de *Caijing* et de *Banyuetan*, le système actuel de fonctionnement des banques n'est tout simplement pas adapté aux milieux ruraux. Les auteurs penchent en faveur d'une adaptation des institutions au contexte spécifique des campagnes – notamment au travers d'une diversification des établissements de crédit rural – et encouragent

le développement des participations privées. D'ailleurs, en août 2013, le Conseil d'État avait déjà souligné le besoin d'ouvrir le secteur aux capitaux privés, qui ont fait leur entrée depuis lors dans certaines institutions financières rurales.

Mais pour Tang Min, l'efficacité des mécanismes de marché a déjà été invalidée par de nombreuses expériences dans les campagnes, rendant nécessaire une intervention publique. Pour l'ensemble des auteurs, le crédit rural pourrait notamment être amélioré grâce au développement d'organisations de crédit associatives. Wen Tiejun considère qu'une place plus importante devrait être accordée à celles-ci, de manière à ce qu'une compétition puisse s'établir entre elles et les banques commerciales. Pour Lu Lei, la Chine rurale doit abandonner progressivement son « système clanique patriarcal » (宗法, *zongfa*) afin d'évoluer graduellement vers une communauté de protection et d'intégration mutuelles, constituée d'organisations locales de finance rurale. Pour Tang Min, le déploiement de telles structures pourrait permettre de dépasser la barrière que représentent les coûts de fonctionnement, particulièrement importants, des institutions financières en milieu rural. Selon Wang Peicheng, la combinaison des aides politiques et de la finance coopérative pourrait permettre de soutenir le développement des milieux ruraux. Enfin, pour Jiao Jian, les coopératives seraient un moyen d'apporter des solutions au manque de garanties de la part des paysans.

Si des politiques encouragent depuis déjà plusieurs années la création d'institutions de crédit associatives, les auteurs des différents articles soulignent que d'importants problèmes persistent. Selon Wang Peicheng, les coopératives se sont mises en place de manière chaotique, et leur fonctionnement souffre d'un manque de supervision.

Jiao Jian précise que les coopératives de crédit sont placées sous la responsabilité des branches municipales de la Commission de régulation des banques chinoises, tandis qu'elles exercent leurs activités au niveau des échelons administratifs inférieurs, pour lesquels les ressources humaines pour la régulation et le contrôle sont aujourd'hui trop faibles.

C'est pourquoi, outre une diversification des institutions de la finance rurale, certains articles recommandent une décentralisation du système bancaire. Pour les auteurs de *Banyuetan*, les régions pilotes ont souffert de l'insuffisance des financements accordés par les instances bancaires supérieures à leurs branches locales. Selon eux, une réforme des mécanismes institutionnels doit être conduite pour « tirer pleinement parti de la finance rurale » (要充分发挥金融的杠杆作用, *yao chongfen fahui jinrong de ganggan zuoyong*). Interrogé par *Banyuetan*, Wen Tiejun, directeur de l'institut de développement rural et agricole de l'université Renmin de Pékin, regrette que les banques des comtés ne possèdent qu'un pouvoir décisionnel restreint. Le contrôle exercé par les niveaux supérieurs sur les canaux du crédit réduit les capitaux destinés aux campagnes. Les acteurs impliqués dans les activités rurales sont demandeurs de projets pilotes en faveur d'une plus grande autonomie et d'une plus grande flexibilité des branches locales, afin de développer des marchés locaux du capital. Selon les propos du directeur de la succursale de la Banque du peuple de Lishui, rapportés par Wang Peicheng, les difficultés éprouvées par les réformes conduites à Lishui⁹⁰ sont

⁹⁰ Lishui (Zhejiang) fut la première ville pilote choisie en 2012 par la Banque du peuple pour conduire des expérimentations de réforme de la finance rurale : celles-ci comprennent l'encouragement de la participation de fonds privés, la modernisation des canaux financiers, le développement de la finance

dues à une trop grande concentration des pouvoirs dans les institutions bancaires nationales, qui complique fortement les initiatives et les innovations locales, lesquelles pourraient pourtant favoriser une réforme « du bas vers le haut » (自下而上改革, *zixia'ershang gaige*).

L'article de Wang Kai, plus récent, note certaines avancées de la réforme de la finance rurale, notamment à travers l'encouragement de la participation des capitaux privés au financement du crédit rural. Mais, à long terme, souligne Lu Lei, ce sont la privatisation et l'autorisation de commercialiser les terres qui permettront de développer le marché du capital en milieu rural. Des articles publiés au mois d'octobre par *Cajijing* déploraient la lenteur des réformes du système foncier, qui pourraient pourtant apporter des solutions concrètes au problème des garanties. Pour Wang Kai, l'intégration au marché des terres rurales détenues collectivement, attendue de longue date, est cependant encore loin : d'une part du fait des craintes du gouvernement central qu'une telle intégration multiplie le nombre des paysans sans terre et mène à des problèmes d'instabilité sociale ; d'autre part parce que les gouvernements locaux retarderaient la mise en œuvre de telles réformes, de peur de perdre leur monopole sur l'échange des terres.

La « réforme des terres » (土改, *tugai*) a constitué l'une des questions clés du III^e Plenum du XVIII^e Congrès du PCC. Les documents issus de la réunion parlent d'établir « un marché unifié de la terre constructible » et d'accorder « plus de droits de propriété aux paysans ». Mais il est probable que la mise en œuvre d'un tel marché sera limitée : par les gouvernements locaux, qui garderont vraisemblablement un rôle important dans le

pour les activités agricoles, la recherche d'alternatives au manque de garanties, etc.

contrôle des transferts de terres au niveau local ; par l'important travail (restant à faire) de recensement des droits d'usage des terres au niveau national ; et, enfin, par la « ligne rouge » des terres arables⁹¹, qui limitera le « marché unifié » aux terres constructibles – excluant ainsi les terres agricoles.



9. Appels pour une refonte des relations entre les différents échelons de gouvernement

AGATHA KRATZ ET LIN SUN

SOURCES :

- Huang Tao⁹², « Encourager la “légalisation” des relations entre autorités centrales et autorités locales », *Xin shiji*, 26 août 2013.
- Zhao Shukai⁹³, « Redélimiter les relations de pouvoir entre le centre et les régions », *Aisixiang*, 9 octobre 2013.

Le premier communiqué diffusé à l'issue du III^e Plenum du XVIII^e Congrès du Parti communiste chinois a défini une série d'orientations économiques pour le court et le moyen termes. L'un des axes clairs de réforme assumé par les autorités est celui d'une réorganisation administrative et fiscale et d'une redéfinition des relations entre centre et localités. Il s'agirait notamment d'une série de réformes graduelles dans les domaines de la fiscalité – révision des lois budgétaires pour

⁹¹ Il a été décidé en 2008 par les autorités chinoises que la surface totale des terres arables ne doit pas passer sous le seuil établi de 120 millions d'hectares. Les possibilités de conversion des terres agricoles en terrains constructibles (et donc l'idée d'un marché unifié à l'échelle nationale) sont donc restreintes.

⁹² Docteur en droit et professeur associé à l'école de droit Kai Yuan de l'université Jiaotong de Shanghai.

⁹³ Chercheur au centre de recherche sur le développement du Conseil d'État et vice-secrétaire de la Fondation chinoise pour la recherche sur le développement.

les gouvernements locaux –, du financement public – possibilité pour les autorités locales de lever des capitaux –, et de l'administration – qualité des services publics et lutte anticorruption.

Alors que les observateurs étrangers espéraient surtout des avancées majeures dans les secteurs financier et des entreprises publiques, les deux auteurs dont nous présentons ici les articles doivent se féliciter de cette annonce. En effet, ils dressent tous deux, dans ces articles datant d'avant le III^e Plenum, un tableau sombre des relations entre gouvernements central et locaux, lesquelles se caractérisent par un manque chronique de confiance et de coopération. Sans réforme, nous expliquent-ils, c'est la fronde populaire qui guette puisque, dans le contexte actuel, les gouvernements locaux peinent à remplir leur rôle et à produire les services qui sont attendus d'eux. Pour apaiser les tensions sociales et redorer l'image de l'appareil gouvernemental, il faut redéfinir les rôles et renforcer les pouvoirs des gouvernements locaux.

Entre décentralisation et « unification »

Zhao Shukai nous rappelle que le système administratif chinois actuel est organisé selon cinq niveaux de gouvernement : centre (中央, *zhongyang*), province (省市, *shengshi*), ville (市地, *shidi*), comté (县市, *xianshi*) et village (乡镇, *xiangzhen*). L'auteur distingue en leur sein les niveaux « supérieurs » (上级, *shangji*, regroupant les gouvernements central, provinciaux et de ville) et les niveaux de « base » (基层, *jiceng*, désignant les gouvernements de comté et de village). Il constate qu'au cours de l'histoire récente, et plus particulièrement durant ces dix dernières années, les différences se sont creusées entre ces deux niveaux. Alors que les réformes administratives des années 1980 avaient tenté de donner plus

de responsabilités aux gouvernements de village, en accroissant leur indépendance décisionnelle et fiscale et en promouvant leur autonomie vis-à-vis du Parti, la tendance a été depuis les années 1990 à une « unification » (一体化, *yijihua*) ou à une « recentralisation » (重新集权化, *chongxin jiquanhua*) administrative et politique. Ce mouvement a été plus discret que la réforme des années 1980, et s'est caractérisé principalement par un essoufflement de l'effort de réforme et un resserrement de la supervision centrale après les événements de 1989. Aujourd'hui, et en conséquence de cette recentralisation, les gouvernements de base ne disposent, selon l'auteur, ni des attributs des « gouvernements de première catégorie » (一级政府, *yiji zhengfu*) ni de leur indépendance. Au contraire, ceux-ci sont de plus en plus subordonnés aux niveaux supérieurs, et placés sous le contrôle d'autorités de supervision verticales elles-mêmes directement placées sous l'autorité du centre. L'indépendance de ces gouvernements de base a été par ailleurs érodée par une redistribution des ressources fiscales, qui leur est défavorable.

Ainsi, la grande majorité des politiques lancées ces dix dernières années l'ont été à partir du centre. Cependant, les gouvernements de village et de comté sont généralement responsables de leur mise en place. Or, comme le rappelle Zhao Shukai, l'expérience et la théorie politique internationales attribuent à la notion de gouvernement deux caractéristiques indissociables : la capacité de formuler des politiques et celle de les appliquer⁹⁴. Les « gouvernements de base » ne sont donc pas des gouvernements de plein exercice, selon Zhao.

Enfin, l'auteur précise que ce sont les gouvernements de province et de ville qui

⁹⁴ L'auteur se réfère ici à une théorie de Francis Fukuyama et plus précisément à une publication de 2012 dont il ne donne pas le détail.

ont bénéficié le plus de la recentralisation des années 1990 et 2000. En effet, ceux-ci ont vu à la fois leurs ressources et leurs responsabilités accrues, sans que leur image ait eu à pâtir du « chaos » (混沌, *hundun*) des années 1990.

Les grandes mesures des années 2000 : responsabilité et standardisation

Conscientes de ces problèmes, les autorités centrales ont lancé un certain nombre de mesures dans les années 2000 pour améliorer le processus gouvernemental à tous les échelons. À cette occasion, de nombreuses avancées ont été réalisées en termes de clarification des procédures de gouvernance (conditions d'attribution des contrats, délais, formalisation des procédures, etc.), d'intégration (à la fois géographique et fonctionnelle, des diverses activités gouvernementales) et de mise en place et d'affinement du système de responsabilité des cadres (avec l'édition précise de critères d'évaluation et d'objectifs à remplir). Néanmoins, ce processus relevait une fois de plus d'une initiative « top-down » (自上而下, *zishangxia*) des autorités centrales. Ces restructurations, très efficaces selon l'auteur d'un point de vue administratif, ont eu un impact politique nul. Certes, les procédures ont été clarifiées, mais aucune redéfinition des responsabilités relatives des différents gouvernements n'a été opérée. C'est pourquoi, selon Zhao et Huang, les relations entre centre et localités restent aujourd'hui tendues.

« À l'heure actuelle, les ressources dont disposent les gouvernements locaux ne permettent pas de couvrir les besoins de financement découlant des responsabilités qui leurs sont confiées. »

Une « légalisation » limitée

Huang regrette qu'il n'existe pas à l'heure actuelle de « loi fondamentale » (基本性的法律规范, *jibenxing de falü guifan*) établissant légalement les responsabilités respectives des différentes strates de gouvernement. Aujourd'hui, le gouvernement central dispose d'un pouvoir total en matière d'attribution des responsabilités et des ressources. Ce « fossé

règlementaire » (法治缺口, *fazhiqiekou*) n'a toujours pas fait l'objet d'une clarification. C'est pourquoi, aujourd'hui, ce sont des décisions politiques qui viennent amender l'environnement administratif et les relations intragouvernementales, et ces changements ne sont pas régis par la loi. Les responsabilités dévolues aux niveaux de base sont par ailleurs principalement administratives, et très rarement politiques. Enfin, en l'absence de loi fondamentale, le pouvoir central peut réviser, voire révoquer, les pouvoirs

et ressources accordés aux gouvernements locaux, et ce à tout moment, par un simple « décret » (政令, *zhengling*) central. Cette « stabilité sans loi » (没有法律的稳定性, *meiyou falü de wendingxing*) instille un climat de suspicion, selon l'auteur. Sans perspectives à long terme et faute de visibilité sur leur financement futur, les gouvernements de base ne peuvent formuler de politiques ou de plans pluriannuels.

Un fort déséquilibre entre ressources et responsabilités

Huang Tao revient sur le phénomène de l'accroissement rapide des dettes des gouvernements locaux pour illustrer la

situation complexe, financière notamment, dans laquelle se trouvent les autorités de base. Un facteur est tout particulièrement à l'origine de ce phénomène : à l'heure actuelle, les ressources dont disposent les gouvernements locaux ne permettent pas de couvrir les besoins de financement découlant des responsabilités qui leurs sont confiées. En résumé, « les responsabilités [des gouvernements locaux] ne correspondent pas à leurs capacités financières » (即事权与财力不匹配, *ji shiquan yu caili bu pipei*).

Huang Tao regrette que les « transferts financiers » (转移支付, *zhuanyizhifu*) à partir du centre ne soient pas davantage formalisés sur le plan juridique. Selon lui, la plupart de ces transferts sont aujourd'hui le fait de « fonds spéciaux » (专项, *zhuanxiang*) alloués à des projets particuliers, plutôt que des fonds et des transferts réguliers attribués à des projets récurrents. Là aussi, le manque de visibilité est un problème important. Par ailleurs, le contrôle de ces flux est intégralement placé sous la responsabilité de commissions et de ministères centraux, lesquels n'ont pas accès à une information claire sur les besoins existant au niveau local.

C'est pourquoi les deux auteurs appellent de leurs vœux une « légalisation » (法治化, *fazhihua*) des relations entre centre et localités et une définition stable et claire des responsabilités de chacun des niveaux administratifs en termes de production de biens et de services publics, ainsi qu'une systématisation des transferts financiers en accord avec ces responsabilités.

Si de telles règles étaient établies, continue Huang, il serait plus aisé, pour les administrés, de savoir quel niveau de gouvernement est responsable de quel service, et d'identifier le responsable en cas de défaillance gouvernementale. Par ailleurs, dans un contexte de libéralisation graduelle

du financement des localités, il sera plus aisé pour les gouvernements de base de lever des fonds sur les marchés financiers si leurs budgets sont plus transparents et établis à plus long terme. Or, cela nécessite plus de clarté à la fois concernant les transferts financiers (revenus) et les responsabilités (dépenses) dévolues aux gouvernements de base.

Enfin, ces mesures permettront de diminuer les phénomènes d'aléa moral. En effet, tant que les responsabilités ne sont pas clairement établies, les cadres n'ont pas d'incitations directes à accomplir au mieux leurs devoirs, puisqu'ils peuvent à tout moment se défausser sur les autres niveaux de gouvernement.

Relations difficiles avec le centre et les masses

Finalement, pour encourager la mise en place de réformes structurelles, les auteurs décrivent la situation actuelle, très inconfortable, des autorités de base. En effet, les relations des gouvernements locaux sont aussi mauvaises, semble-t-il, avec le centre qu'avec les « masses » (民众, *minzhong*).

Zhao et Huang décrivent une atmosphère tendue, où priment défiance et non-coopération. D'une part, les différents niveaux de gouvernement n'hésitent pas à se rejeter la faute quand des erreurs de gouvernance surviennent. Le centre accuse notamment les localités d'être corrompues et incapables – ce à quoi Huang répond qu'il existe au contraire une forte « centralisation » de la corruption –, et les localités accusent le centre de leur imposer un nombre croissant de tâches tout en diminuant leurs ressources.

Mais les localités doivent aussi gérer le mécontentement croissant des populations. Selon Huang, le flou législatif actuel accroît

fortement les risques sociétaux. Zhao explique que, aujourd'hui, il est de plus en plus difficile de gouverner les populations locales, qui ont des exigences de plus en plus importantes. De plus, les gouvernements locaux sont la cible privilégiée des griefs formulés par celles-ci. Les habitants ont développé l'habitude de se tourner vers le gouvernement central pour se plaindre des manquements de leurs gouvernements locaux, et cela même pour des problèmes qui ne sont pas du ressort local. Zhao explique que ce flou légal a pour conséquence de « politiser des problèmes sociaux » (普通社会问题被政治化, *putong shehui wenti bei zhengzhihua*), « massifier les problèmes individuels » (个体问题被群体化, *geti wenti bei quntihua*), « centraliser les problèmes épars » (分散问题被集中化, *fensan wenti bei jizhonghua*) et « généraliser les problèmes partiels » (局部问题被全局化, *jubu wenti bei quanjuhua*), engendrant ainsi une forte instabilité sociale. Or, la gestion des mécontentements et de l'instabilité est nécessairement locale. Celle-ci monopolise donc des ressources importantes de la part des autorités locales, notamment en termes de *weiwen* (维稳, ou « maintien de la stabilité »).

Après avoir dressé cet état des lieux des relations entre centre et localités, les auteurs concluent en expliquant que, pour apaiser la situation actuelle, il faudra dans le futur dépasser le cadre de pensée traditionnel de l'« unification » à tout prix. Huang propose de fusionner les différents niveaux de gouvernement en deux entités : le gouvernement central – regroupant les niveaux central, de la province et de la ville – et le gouvernement de base – regroupant les niveaux du comté et du village. Il faudrait par ailleurs accroître les prérogatives et responsabilités, les domaines d'indépendance décisionnelle et les ressources du niveau de base, et ancrer cette nouvelle situation dans le cadre légal au

moyen d'une loi fondamentale. Cette réforme est nécessaire mais s'annonce difficile, car elle est finalement hautement politique, en ce qu'elle nécessite une dévolution non seulement d'un pouvoir administratif, mais aussi de pouvoirs politiques et décisionnels.

DÉCALAGE

10. Discussion autour des instituts Confucius

JEAN-FRANÇOIS DI MEGLIO

SOURCES :

- Deng Yuwen⁹⁵, « Quid des instituts Confucius à l'avenir ? », *Lianhe zaobao*, 9 juillet 2012.
- Ye Juan⁹⁶, « Les instituts Confucius et le concept de *soft power* en position forte », *Aisixiang*, 3 février 2010.
- Ye Juan, « Les instituts Confucius et la question du "classique de la relation" », *China News Weekly*, 20 juin 2012.

Le choix d'articles présentés ci-dessous offre un premier recul intéressant (même s'il est déjà daté, certains articles ayant été écrits il y a déjà trois ans) à la fois sur l'expérience des instituts Confucius (孔子学院, *kongzi xueyuan*) dans le monde, leur raison d'être et leur rôle en comparaison aux institutions similaires créées

⁹⁵ Journaliste, écrivain et éditorialiste régulier dans la presse chinoise, partisan d'une libéralisation politique. Il est l'un des éditeurs du *Xuexi shibao*, journal de l'École du Comité central du Parti communiste chinois. Il est également chercheur invité à l'institut de recherche Tianda de Hong-Kong.

⁹⁶ Docteur en lettres et chercheur à l'institut de recherche en littérature étrangère de l'Académie chinoise des sciences sociales (CASS).

par d'autres pays, mais aussi sur la vision de la culture chinoise qui doit être proposée aux candidats à son acquisition.

Un débat sous-jacent (très différent, mais symétrique de celui qui se fait jour en Occident à propos de ces instituts, instruments supposés d'un jeu d'influence chinois) unit les préoccupations des différents auteurs : « la Chine y trouve-t-elle son compte ? en particulier eu égard aux moyens déployés ? ».

Le premier article évoque très clairement la question de ce que doit être la « diplomatie culturelle » (文化外交, *wenhua waijiao*), en rattachant directement la création des instituts Confucius à cette action et en évoquant la récente « tempête » (风波, *fengbo*) suscitée par les instituts Confucius aux États-Unis⁹⁷. Il rappelle la présence d'instituts Confucius dans plus de cent pays, concrétisée par 353 instituts et plus de 500 points d'enseignement. L'accélération des ouvertures et les dépenses effectuées par le gouvernement chinois au cours des huit dernières années, estimées à 500 millions de dollars, sont soulignées.

Une telle somme n'est pas seulement destinée à promouvoir l'enseignement de la langue chinoise, qui est naturellement très en retard par rapport à la place que la Chine a prise sur la scène économique mondiale, mais bien évidemment aussi à accompagner une meilleure compréhension de la culture chinoise et la diffusion de son « influence » (影响, *yingxiang*).

Le lien entre l'importance internationale qu'a prise la Chine et la nécessité de promouvoir sa langue, sa « marque » (品牌, *pinpai*) ainsi que sa culture est en relation directe avec

⁹⁷ L'auteur fait sans doute allusion au débat créé en mai 2012 sur les visas obtenus par les enseignants chinois embauchés par les instituts et la remise en cause de ces visas par l'administration américaine.

la nécessité affichée d'avoir une diplomatie culturelle, comme les autres grands pays. Mais ce qui est en jeu, dans cet article, c'est de savoir s'il faut continuer sur la même lancée ou se poser un certain nombre de questions préalables avant de franchir un nouveau stade de développement. Le point de vue de l'auteur est clairement qu'il faut ralentir le rythme de développement pour étudier les questions des méthodes et des objectifs.

Ces questions prennent leur source dans l'impact (parfois négatif) que la « coloration officielle » et l'« identification au gouvernement » (官方色彩, *guanfang secai*, et 鲜明政府行, *xianming zhengfuxing*) donnent aux instituts. L'article souligne deux aspects non liés des problèmes soulevés par la diffusion de la culture chinoise dans le monde : d'une part des réactions hostiles, les instituts Confucius étant perçus comme des chevaux de Troie. D'autre part, la diversité et la complexification des différents aspects de la culture chinoise rendent sa réduction à la pure transmission de la langue très risquée. De là peuvent venir des « stéréotypes » (刻板印象, *keban yinxian*).

Des questions additionnelles se posent quant au nombre (« insuffisant », ou plutôt « pas satisfaisant », 不足, *buzu*) de candidats à l'enseignement dans les instituts Confucius ainsi qu'au suivi et au maintien de l'intérêt des inscrits aux cours des instituts. La pérennisation de l'intérêt et des contenus proposés est en cause. Les solutions se trouvent peut-être, selon l'article, dans les modes de communication trop institutionnels des instituts Confucius, bénéficiant parfois du soutien et de l'accompagnement des représentations diplomatiques, mais ne jouant pas assez la carte des medias modernes et de types de communication plus « ouverts ».

En résumé, les choix faits jusqu'ici limitent la dissémination de la culture chinoise, la prise de conscience vis-à-vis de la Chine ; et le développement futur des instituts devrait être basé sur la prise en compte des changements du monde actuel ainsi que de la Chine.

Le deuxième article met en perspective les instituts Confucius dans les diplomaties culturelles des autres grands pays, qui reflètent aussi les changements à l'œuvre dans les outils de promotion de la langue. L'article compare également les chiffres des « homologues » britanniques, français, allemands et espagnols⁹⁸. Les British Councils ont 230 succursales et 138 centres d'enseignement ; l'Alliance française est présente dans 138 pays et régions et a créé 1 140 établissements, les Goethe Instituten sont établis dans 76 pays et ont 128 succursales ; et la « performance » des instituts Cervantès, qui sont présents dans 23 pays et ont 38 succursales, est aussi notée.

L'article, plus orienté que le précédent sur l'impact de la « diplomatie culturelle » par rapport à la simple réflexion sur l'organisation et les dispositifs techniques des centres culturels, lie de façon un peu grandiloquente (en citant Clausewitz : « La guerre est la poursuite de la diplomatie par d'autres moyens... ») la stratégie de présence et d'action en matière de soft power (柔力, *rouli*) et le jeu diplomatique global. La symétrie entre guerre

et diplomatie culturelle est même soulignée de façon insistante : « La posture guerrière est une attitude temporaire, le jeu culturel est une posture durable » (战争博弈是暂态, 文化博弈才是常态, *zhanzheng boyi shi zantai, wenhua boyi caishi changtai*). Selon l'auteur, tout grand pays doit définir son propre positionnement culturel, en particulier dans une mondialisation où l'isolement est impensable, contrairement à des époques précédentes où l'on pouvait faire cavalier seul.

« La symétrie entre guerre et diplomatie culturelle est même soulignée de façon insistante : “La posture guerrière est une attitude temporaire, le jeu culturel est une posture durable”. »

Dans cette perspective, la diplomatie culturelle est non seulement un outil incontournable au service de l'émergence de grandes nations, mais doit aussi devenir partie prenante (le « noyau », 核心, *hexin*) de l'esprit même de l'action des grandes nations. C'est une idée, ce n'est pas une façon d'agir. L'article établit pour finir une gradation et une évaluation des moyens d'influence des différentes puissances, en semblant indiquer que le modèle

des Goethe Instituten est celui qui est le plus conforme à cette forme de soft power (pour reprendre explicitement la formule de Joseph Nye) mais qu'il faut affiner l'approche. En effet, si l'affirmation par la violence, dit l'article, est désormais vouée à l'échec, la simple « puissance juste » (刚力, *gangli*) est désormais trop facile à battre en brèche, le modèle à suivre est donc bien celui d'un soft power permettant d'affirmer ce que l'on est et de promouvoir des modes d'action.

Le troisième article, sur une base plus anecdotique, dérive vers une approche relativiste des comportements et des pratiques relationnelles et commerciales,

⁹⁸ Sans faire référence aux Italiens, ni même noter qu'en regard, les États-Unis ne se sont pas dotés d'un tel outil.

à partir d'une expérience caricaturale tirée de la fréquentation d'un institut Confucius. Ceci étant dit, ce texte est révélateur, au fil des mots, d'une extrême ambiguïté de la relation des auteurs (et de leur lectorat ?) avec « la culture chinoise », présentée comme empreinte de défauts dont l'observation des autres cultures peut aider à prendre conscience, mais aussi comme tellement spécifique qu'elle ne peut pas forcément être aussi partagée que l'initiative des instituts Confucius (et une certaine fierté d'être Chinois, reflétée dans la chanson citée en fin d'article) pourrait laisser imaginer.

Son côté très « vécu » et sa conclusion (plus ou moins au premier degré) sur la « mondialisation de la culture chinoise » sont assez révélateurs des réactions d'une « opinion » par rapport à la montée en puissance des faits culturels chinois dans le monde. Cependant, il rend un écho moins réfléchi que les deux précédents sur la place exacte de cette culture et le rôle que pourraient jouer les instituts Confucius en la matière.

L'anecdote vient de la découverte par l'auteur de l'excellente prononciation par son ami américain du mot *guanxi* (关系, « relation ») et l'explication donnée par l'ami américain, qui fréquente un institut Confucius : « c'est le mot le plus utilisé pour nous aider à comprendre les pratiques en matière de relation commerciale en Chine », répond-il.

Pour commencer, l'article reprend la discussion qui a pris forme pendant le cours de chinois suivi par l'« ami » sur la nécessité (décrite par le professeur) qui existe en Chine d'entretenir les « relations » par des cadeaux et des invitations, par opposition à la pratique, affirmée par les étudiants américains, de la neutralité des « relations d'affaires » et les limites imposées aux cadeaux d'entreprise (dans la limite de 80 à 100 dollars).

Puis l'article s'en prend de façon plus générale à la simplification opérée par les enseignements américains du « doing business in China », qui insistent trop sur la nécessité des relations et des cadeaux, et met ceci en regard des pratiques à la fois encadrées mais sujettes à de nombreuses dérives des relations commerciales entretenues par les parties de golf et les cadeaux, et cite en témoignage les exemples du scandale Enron et de l'affaire Monica Lewinsky (et l'échange d'une cravate et d'une écharpe, cadeaux à la fois précieux mais d'un prix certes non exorbitant, et moins révélateurs de la déliquescence des mœurs que la relation extramaritale elle-même). Même un peu confuse, l'analyse conduit à dire que, aux États-Unis, les dérives sont suffisamment contrôlées par les différents systèmes de supervision établis, mais qu'en revanche, l'expansion incontrôlée des différentes expressions de puissance (le cas Enron) sont en cause dans les catastrophes constatées.

Le système américain, décrit comme imparfait (plus exactement « pas exactement joli », 不算完全美, *bu suan wanquan mei*, sans doute une volonté de jouer sur le caractère 美, *mei*, joli, qui, joint au caractère 国, *guo*, pays, désigne l'Amérique) est basé sur la Constitution et la définition précise des droits, et est donc néanmoins qualifié de « digne d'étude » (值得我们研究, *zhide women yanjiu*).

La conclusion de l'article est non moins ambiguë que certaines des analyses développées dans le texte : en effet, si l'intérêt de la culture confucéenne dans ses éléments fondateurs est soulignée (que ce soit la calligraphie ou la poésie), si l'intérêt de développer du *soft power* est rappelé, une forme de retour en arrière est formulée au sens où la nécessité de respecter l'environnement local et la « spécificité des personnes »

(人类, *renlei*) est mentionnée, ainsi que l'importance de l'adéquation à « l'intimité culturelle et de la civilisation des personnes » (文明的文化内核, *wenhua de wenming neihe*). Pour finir, une chanson tout à fait à-propos du groupe S.H.E. (sic) est citée : « les mots de Confucius sont de plus en plus internationaux, le monde entier parle chinois, les mots que nous disons, laissons le monde entier les entendre ». Mais, là encore, cette citation est faite de façon paradoxale, accompagnée de la mention que, finalement, tout ceci fait peut-être beaucoup à comprendre pour le voisin américain de l'auteur et que, finalement, la culture chinoise est une « maladie chronique » (顽症, *wanzheng*) qu'il vaut peut-être mieux ne pas transmettre à tout le monde...

爱思想网, *Aisixiang*. Aisixiang est une plateforme d'échange libre d'idées, de partage d'information, et de démocratisation du savoir. Depuis la création d'Aisixiang en janvier 2010, plus d'une centaine d'académiques ont écrit et partagé des articles et des éditos sur divers sujets de l'actualité chinoise.

半月谈网, *Banyuetan wang*. Site internet du magazine Banyuetan, un bi-hebdomadaire d'analyse politique fondé en 1980 et géré par l'agence de presse officielle Xinhua.

财经, *Cajing*. Revue économique bimensuelle basée à Pékin, *Cajing* adopte des positions libérales sur les grandes questions d'actualité économique et financière.

财经国家周刊, *Cajing guojia zhoukan*. Hebdomadaire économique de l'agence de presse étatique *Xinhua*. Il a été créé en 2009.

财新网, *Caixin wang*. Site internet du magazine *Xin shiji* (voir ci-dessous), qui propose un contenu original.

动向, *Dongxiang - The Trend*. De nature contestataire, le titre, comme sa publication soeur *Cheng Ming*, publie des articles très critiques vis-à-vis du gouvernement central de Pékin.

大纪元, *Epoch Times*. Ce journal anti-communiste paraît en chinois depuis 2000, à New York. Il proclame une indépendance et un engagement en faveur de la démocratie, mais les sources de son financement sont inconnues. Le journal diffuse surtout des informations d'agences. A propos de la Chine, les articles originaux, à moins d'être

des chroniques signées, ont en général trait à l'actualité du Falungong, ou bien sont des reprises ou des synthèses s'appuyant sur des sources en chinois, de Chine comme de Hong Kong.

法制与社会, *Fazhi yu shehui - Legal System and Society*. Sous la direction du bureau judiciaire et de l'association d'arbitrage populaire du Yunnan. Journal périodique, de recherche théorique et en politiques publiques, traitant des grandes problématiques sociales et légales, notamment en lien avec le monde de l'entreprise.

The Financial Times – 中文. *Le Financial Times* a lancé ce site en chinois en 2003

à destination du monde économique sinophone. Il propose une grande partie de la version papier du quotidien anglais traduite en chinois, mais également des articles, analyses, éditoriaux et dossiers rédigés directement en chinois. Le site compterait plus de 1 300 000 internautes.

红旗文稿, *Hongqi wengao*. Mensuel généraliste publié par Qiushi, la revue théorique du Comité central du Parti communiste chinois.

环球时报, *Huanqiu shibao - Global Times*. Ce quotidien publié à Pékin appartient au même groupe de presse que *Le Quotidien du peuple* ; bien informé sur les questions internationales, il propose des analyses originales.

经济观察报, *Jingji guanchabao*. Hebdomadaire économique et financier détenu par un groupe du Shandong et fondé en 2001, distribué nationalement, doté d'une grande réputation de sérieux.

LA PRESSE DANS CE NUMÉRO

联合早报, *Lianhe zaobao*. Quotidien publié par le Singapore Press Holdings, diffusé à près de 200 000 exemplaires. Il se distingue par sa neutralité, et ses riches informations sur la situation politique régionale.

南风窗, *Nanfangchuang*. Magazine bi-hebdomadaire, publié pour la première fois en 1985, et basé à Guangzhou. Il appartient à l'un des grands groupes de presse chinois – Guangzhou Daily.

天下雜誌, *Tianxia zazhi – CommonWealth*. Journal taïwanais spécialisé dans l'actualité financière. Il a été fondé en 1981 par un correspondant du Wall Street Journal à Taipei. Aujourd'hui, le groupe Tianxia compte 4 revues, dont *Commonwealth*.

旺報, *Wangbao*. Dans un contexte de rapprochement entre la Chine populaire et Taïwan, le titre a été créé en avril 2010 par le groupe taïwanais Chungkuo Shihpao. Il est destiné à informer les Taïwanais sur l'actualité chinoise et le développement des relations entre les deux rives du détroit de Formose. Malgré son prisme favorable à l'amélioration de ces relations portée par le Kuomintang, la qualité de son contenu bénéficie d'un environnement de liberté de l'information. Il diffuse des sources diversifiées, taïwanaises, mais aussi hongkongaises et chinoises, dont des articles de l'agence officielle chinoise Xinhua. Il a conclu des accords de coopération éditoriale avec le Wenweipao de Hong Kong et le Haixia Jingji Bao de la province chinoise du Fujian, ainsi qu'avec le groupe Nikkei pour l'échange d'informations.

新世纪, *Xin shiji*. Hebdomadaire de Hu Shuli, l'ex-rédactrice en chef de la revue *Caijing*. En janvier 2010, celle-ci s'associe avec le Centre de recherche sur la réforme et le développement de l'île de Hainan pour

reprendre sa publication *Xin shiji* et poursuivre la tradition de libéralisme, d'analyses et d'enquêtes approfondies de *Caijing*.

学习时报, *Xuexi shibao*. Mensuel de l'École centrale du Parti, et à ce titre outil fondamental pour suivre les débats et la ligne politique d'une institution essentielle du régime.

羊城晚报, *Yangcheng Wanbao - Guangzhou Evening News*. Quotidien du soir publié par le comité du Parti communiste de la province du Canton. Il est reçu le lendemain matin dans toutes les villes en dehors du Canton.

爭鳴, *Chengming*. Mensuel de Hong Kong, au ton irrévérencieux, véritable boîte à rumeur sur Zhongnanhai, *Chengming* reste une référence pour suivre la politique intérieure chinoise.

自由時報, *Ziyou Shibao*. Quotidien de Taïwan, il soutient l'indépendance de l'île et la défense de l'identité nationale taïwanaise contre la Chine. Le quotidien anglophone Taipei Times appartient au même groupe de presse.

Bulletin électronique bimestriel d'**Asia Centre** sur la Chine, **China Analysis** commente l'actualité du monde chinois à partir de la presse écrite en mandarin. Seule publication en Europe à s'appuyer exclusivement sur des sources de langue chinoise, le bulletin présente des analyses originales exposant les points de vue de la République populaire de Chine, de Hong Kong et de Taïwan sur la politique intérieure et l'économie chinoises, les questions stratégiques en Asie, la vie politique taïwanaise et les affaires internationales.

Directeur de la publication : François Godement

RÉDACTION :

Rédactrice en chef : Agatha Kratz

Auteurs : Jean-François Di Meglio, Jérôme Doyon, Marc Julienne, Agatha Kratz, Tanguy Lepesant, Marie-Hélène Schwoob, Lin Sun, Abigaël Vasselier, Hugo Windler, Chan Yang.

FABRICATION et DÉVELOPPEMENT :

Directrice exécutive : Florence Biot

Diffusion, Secrétaire de rédaction : Rozenn Jouannigot

Secrétaire de rédaction (relecture) : Olivier Bosc

Impression : ESAT de l'Élan

Remerciements : Centre d'études français sur la Chine contemporaine (CEFC), European Council on Foreign Relations (ECFR)

COMMANDES ET ABONNEMENTS :

Version brochée :

abonnement 6 n°/an (TTC) : 90 €

commande par n° (TTC) : 20 € (jusqu'au n°23)

Version électronique sur notre site (archives depuis 2005) :

www.centreasia.eu/publications/china/analysis

© Asia Centre

71 boulevard Raspail

75006 Paris, France

www.centreasia.eu

chinaanalysis@centreasia.eu

ISSN : 2101 - 0048